

Document

Articles de presse de juillet 2012

Table des matières

France

Politique

- François Hollande face au casse-tête de la règle d'or. (05.07)
- Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains. (08.07)
- La feuille de route sociale du gouvernement Ayrault. (11.07)
- Traité budgétaire européen: le Conseil constitutionnel saisi. (14.07)

Social

- Un tiers des Français sont bénévoles. (04.07)
- Les pauvres fauchés par la crise. (06.07)
- RSA: près de la moitié des bénéficiaires potentiels ne le demande pas. (07.07)
- Air France: les syndicats vont signer le plan de départs volontaires. (07.07)
- Coût du travail : CSG contre TVA sociale, quelles différences ? (11.07)
- Après PSA, la casse sociale continue. (14.07)
- Le séisme PSA Peugeot Citroën plonge les sous-traitants dans l'incertitude. (14.07)
- Retourner au smic ou quitter la France : ils doivent choisir. (18.07)
- Emploi: le taux d'activité des seniors fait un bond en 2011. (25.07)
- Les retraités retournent au travail. (27.07)
- Centres d'appels: difficile de résister aux tarifs de l'étranger. (28.07)

International

Politique

- Un ex-président américain accuse Obama d'être un assassin. (03.07)
- Accord européen : quand François Hollande vote pour le pillage de la France par les banques. (08.07)
- L'ex-directeur du programme US de "Guerre des étoiles" dit que Dick Cheney est le principal suspect pour les attentats du 11/9. (08.07)
- Sur la situation en Espagne (deux articles). (15.07)
- La bataille de Damas a commencé. (20.07)
- L'Union européenne va approuver une importante accélération de la coopération avec Israël. (24.07)
- Italie : mafia et politique, le pacte scélérat. (26.07)

Social

- Scandale en Belgique : un crime qui ne dit pas son nom . (03.07)
- Inde: des heurts dans une usine Maruti font un mort et de nombreux blessés. (20.07)
- Espagne: une marée humaine crie "Non!" à la rigueur à Madrid. (20.07)
- Pourquoi les Espagnols se rebiffent. (21.07)
- La police grecque met fin à la grève d'une usine sidérurgique. (21.07)
- La Chine, "usine du monde" face au défi de la hausse des salaires. (30.07)

Economie

- A Londres, tout est à vendre, même les lieux publics. (03.07)
- Ce qu'il faut retenir du palmarès des plus grandes entreprises mondiales. (11.07)
- Athènes prépare un plan d'économies de 11,5 milliards d'euros. (14.07)

- G4S : le scandale qui enflamme l'Angleterre avant les Jeux. (18.07)
- Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface. (21.07)
- Clash à la tête du FMI attaquée pour son "incompétence". (21.07)
- Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas. (21.07)
- Automobile: aux Etats-Unis, le sauvetage s'est fait dans la douleur. (22.07)
- Le FESF reste la bouée de sauvetage de la zone euro, si la BCE tarde à agir. (28.07)

Un article de Mondialisation.ca du 29 juin 2012

Un ex-président américain accuse Obama d'être un assassin. (03.07)

par Bill Van Auken

La rubrique écrite par Jimmy Carter, le 39ème président des Etats-Unis, et publiée lundi dans le *New York Times*, constitue une condamnation exceptionnelle du gouvernement Obama, de sa pratique de l'assassinat, de ses violations criminelles du droit international et de la constitution américaine.

Dans sa rubrique intitulée « *Un bilan cruel et inhabituel* » Carter écrit : « *Les révélations selon lesquelles des responsables de haut niveau ciblent des gens pour être assassinés à l'étranger, dont des citoyens américains, ne sont que la plus récente et inquiétante preuve de l'ampleur donnée à la violation des droits de l'Homme par notre pays.* »

Faisant allusion aux dispositions tristement fameuses de la Loi d'autorisation de la Défense nationale (National Defense Authorization Act, NDAA), promulguée le 31 décembre de l'année dernière par Obama, Carter écrit : « *Une récente loi a rendu légal le droit du président de détenir indéfiniment une personne parce qu'elle est soupçonnée d'affiliation à des organisations terroristes ou à 'des forces associées', un vaste et vague pouvoir qui peut donner lieu à des abus sans contrôle significatif des tribunaux ou du Congrès.* » Il poursuit faisant référence à « *des violations sans précédent de nos droits* » au moyen d'écoutes téléphoniques et d'exploitation de données électroniques sans mandat.

Elaborant sur les frappes de drones américains, l'ancien président ajoute, « *En dépit d'une règle arbitraire que tout homme tué par des drones est déclaré être un ennemi terroriste, la mort de femmes et d'enfants innocents se trouvant à proximité est considérée comme inévitable... Nous ne savons pas combien de centaines de civils innocents ont été tués dans ces attaques, chacune d'entre elles approuvées par les plus hautes autorités à Washington. Ceci aurait été impensable dans le passé.* »

La rubrique de Carter est apparue le jour même où l'ambassadeur du Pakistan auprès des Nations unies témoignait devant la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, pour dénoncer les attaques de drones américains sur son pays et lors desquelles « *des centaines d'innocentes personnes, dont des femmes et des enfants ont été assassinées.* » Il a dit que rien qu'en 2010, 957 Pakistanais avaient été tués.

Carter continue en dénonçant le gouvernement pour la poursuite des activités du camp de détention de la Baie de Guantánamo à Cuba où, souligne-t-il, sur 169 prisonniers « *la moitié ont été déclarés libérables, et pourtant ils ont peu de chance de jamais obtenir leur liberté,* » et d'autres « *n'ont aucune perspective d'être jamais ni inculpés ou jugés.* »

Dans les rares cas où des prisonniers ont comparu devant des cours martiales, remarque-t-il, les prévenus « *ont été torturés plus de 100 fois par le « waterboarding » (simulation de noyade, n.d.t) ou ont été intimidés à l'aide d'armes semi-automatiques, de perceuses électriques ou on les a menacés d'abus sexuels à l'encontre de leurs mères.* » Il poursuit : « *Chose étonnante, ces faits ne peuvent pas servir pour la défense de l'accusé parce que le gouvernement prétend qu'ils se sont produits sous le couvert de la 'sécurité nationale'.* »

Mises à part les objections morales, et il n'y a aucune raison de douter qu'elles jouent un rôle important dans le cas de Carter, l'ancien président exprime de profondes inquiétudes comme quoi la criminalité flagrante des actions menées par le gouvernement américain mine la politique étrangère américaine. Non seulement ses méthodes attisent l'hostilité populaire dans le monde entier, elles privent encore Washington de la capacité de draper sa politique du prétexte des droits de l'Homme et de la défense de la démocratie, une méthode employée de manière significative par l'impérialisme américain depuis son avènement à la fin du 19ème siècle.

Carter, lui-même, avait joué de manière évidente la carte des « *droits humains* » durant son mandat présidentiel, alors même que son gouvernement tentait de soutenir le régime de torture du Shah en Iran, avait initié l'insurrection islamiste en Afghanistan appuyée par la CIA et affirmé le droit – dans la doctrine

Carter – de l'Amérique d'utiliser la force militaire pour asseoir sa domination sur les réserves pétrolières dans le Golfe Persique.

On avait fait entrer Carter, ancien officier supérieur de la marine et spécialiste des sous-marins, à la Maison Blanche en 1977 pour restaurer la crédibilité et la renommée de la présidence américaine suite à la débâcle subie par l'impérialisme américain au Vietnam et à la criminalité révélée par le scandale du Watergate.

Et pourtant, près de quatre décennies plus tard, les méthodes extraconstitutionnelles et la criminalité à la Maison Blanche dépassent de loin tout ce qui avait été fait sous Richard Nixon.

Il n'y a aucun doute que Carter a soigneusement pesé chaque mot de sa rubrique en évitant toute exagération. En effet, le nom d'Obama n'apparaît pas. Avec les premiers mots de l'article, il a toutefois inséré un lien vers un article assez long paru le 1er juin dans le New York Times et qui documente comment Obama a personnellement dirigé la préparation de la « *liste des personnes à tuer*, » choisissant des victimes et apposant sa signature sur les frappes des drones alors qu'il est sûr que d'innocents civils seront tués.

Dans ce contexte, le recours de Carter au mot « *assassinat* » pour décrire les attaques de drones a une signification évidente. Le président des Etats-Unis, dit cet ancien président, est coupable de crimes de guerre et de meurtres.

A l'âge de 88 ans, Carter est un observateur impartial, plus préoccupé par son héritage que par un quelconque gain politique. Son témoignage est d'autant plus exceptionnel qu'il a occupé la même fonction qu'Obama, qu'il est du même parti et qu'il avait soutenu l'élection d'Obama.

Qu'est-ce qui l'a poussé à un peu plus de quatre mois des élections présidentielles, de lancer de telles accusations contre le candidat de son parti et le président en exercice ? Il doit croire que le système politique en Amérique est tombé tellement bas dans la criminalité et que la menace d'un Etat policier est tellement grande qu'il est essentiel pour lui de faire entendre sa voix.

Carter déclare que ces activités criminelles ont été commises avec le soutien « *bipartite du pouvoir exécutif et législatif* » et pratiquement « *de façon unanime* ». En effet, comme pour faire valoir son argument, ses propres commentaires dans la rubrique – qui ont une signification politique explosive – ont largement été ignorés par les médias de masse.

Douze ans après le vol des élections présidentielles en 2000, la principale leçon de cet épisode crucial de la vie politique américaine est démontrée de plus en plus fortement : il n'existe au sein de l'establishment patronal et politique américain aucune base pour la défense des droits démocratiques et des méthodes constitutionnelles.

Le gouffre sans précédent entre l'oligarchie financière dirigeante et les masses de travailleurs – qui s'est accru de manière continue durant cette période – est totalement incompatible avec de tels droits et de telles méthodes.

Les mots de Carter sont un avertissement. La menace d'un Etat policier américain et le recours aux méthodes meurtrières utilisées à l'étranger par l'impérialisme américain contre la classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes, est réelle et grandissante. La classe ouvrière doit se préparer en conséquence en mobilisant son pouvoir politique indépendant contre le système de profit capitaliste duquel ces menaces découlent.

Article original, WSWS, paru le 27 juin 2012

Commentaire.

Et pendant ce temps-là, il y en a parmi nous qui pérorent sur la "*démocratie*" américaine, on croit rêver !

Un article du point.fr du 2 juillet 2012

Scandale en Belgique : un crime qui ne dit pas son nom . (03.07)

En Belgique, depuis le 1er juillet, les insuffisants respiratoires risquent de se voir couper l'oxygène. Lettre ouverte. Photo d'illustration.

MADAME LAURETTE ONKELINX, MINISTRE BELGE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE, RETIREZ LA NOUVELLE ET ABJECTE LOI SUR L'OXYGÉNOTHÉRAPIE !

L'eugénisme, dont l'une des pratiques médicales consiste à éliminer les personnes porteuses d'un grave handicap physique ou mental, n'est pas que l'abominable apanage des théories nazies les plus nauséabondes. Sans, certes, vouloir verser ici en un quelconque et injustifiable amalgame, et encore moins comparer l'incomparable, il est néanmoins en train de tracer également, toutes proportions gardées, son horrible mais efficace chemin, subrepticement, en pleine trêve estivale, aujourd'hui même, au cœur de notre Europe dite démocratique et moderne : à Bruxelles, sa capitale ; en Belgique, l'un de ses six pays fondateurs !

Car ce 1er juillet 2012 n'y était pas que le jour du départ de la première étape en ligne du Tour de France (Liège-Seraing). C'était là, surtout, la date d'entrée en vigueur, à travers une circulaire émise par l'Inami (Institut national d'assurance maladie invalidité, organisme placé sous la tutelle du ministère des Affaires sociales), d'une honteuse, dangereuse et indigne loi : la suppression du remboursement du coût de l'assistance respiratoire, c'est-à-dire des bombonnes d'oxygène, à tous ceux qui ne pourront pas dûment prouver, via une batterie de tests cliniques à faire peur aux plus valides d'entre nous, l'état particulièrement délabré de leur santé pulmonaire.

Angoisse

Oui, c'est là ce que prévoit désormais, en Belgique, la sécurité sociale : de très stricts critères d'admission, pour toutes les personnes souffrant de maladies respiratoires chroniques, à ce que l'on appelle, dans le jargon médical, "*l'oxygénothérapie à domicile*". Sinon, on vous coupe l'oxygène, comme on vient couper chez vous, lorsque vous n'avez pas l'argent pour payer vos factures, l'eau, l'électricité ou, sans vouloir faire ici de mauvais et indus jeux de mots, le gaz (et là, même pas de compteur à budget prévu pour pallier la difficulté économique supposée passagère) !

Ainsi pas moins de 20 000 personnes sont-elles aujourd'hui concernées, en Belgique, par cette toute récente trouvaille, afin de faire des "*économies*" (et, accessoirement, de pouvoir mieux renflouer ainsi les banques au bord de la faillite), du gouvernement. Pis : 8 000 d'entre elles ne rempliraient pas, d'ores et déjà, les nouvelles conditions requises pour ce genre d'assistanat : c'est dire si à cette terrible angoisse qui est celle de mourir étouffé - l'une des pires fins de vie qui soit - s'ajoute à présent, surtout pour les plus démunis sur le plan financier, un autre motif de stress, qui risquerait bien, celui-là, de les achever définitivement : celui de ne même plus pouvoir s'acheter cet air, pourtant censé être le bien de tous, leur permettant de respirer encore un peu et d'améliorer ainsi, à travers ce mince mais salutaire filet d'espoir, leur laborieuse et douloureuse existence !

Car il est un fait que ces personnes risquant aujourd'hui cette hypocrite et silencieuse mise à mort, cet eugénisme qui ne dit pas son nom (car, contrairement aux euthanasiés, on ne leur demande pas, à eux, leur avis, corroboré par trois médecins), sont aussi les plus faibles, à l'échelon social, et les plus précaires, au niveau économique : des personnes âgées, d'anciens mineurs de fond n'ayant que leur modeste pension pour survivre, de grands asthmatiques, des fumeurs invétérés, des patients atteints d'un incurable cancer des poumons.

Brassard noir

Mais le pire, en cette sordide et criminelle histoire, c'est que la ministre belge des Affaires sociales, qui est par ailleurs également vice-Premier ministre et ministre de la Santé publique (c'est une de ces fameux "*cumulards*"), est issue du Parti socialiste, pourtant censé protéger les milieux les plus défavorisés. Elle s'appelle, cette grande humaniste, Laurette Onkelinx, et est née, précisément, dans le berceau sidérurgique

de Seraing, commune située en province de Liège : terre de hauts-fourneaux et de métaux, de cheminées crachant jour et nuit leurs fumées mortellement toxiques, autrefois fief de l'anglais Cockerill et aujourd'hui empire de l'indien Mittal, mais surtout, comble du paradoxe, là même où vient de s'arrêter, en ce fatidique 1er juillet 2012, le Tour de France.

Bref : le maillot jaune pour certains ; le brassard noir, signe du deuil à venir, pour d'autres !

Ainsi donc, madame Laurette Onkelinx, ministre belge des Affaires sociales et de la Santé publique, retirez, de toute urgence, cette nouvelle et abjecte loi sur l'oxygénothérapie : elle est un crime qui ne dit pas son nom.

N'en soyez, si vous avez une conscience, ni la commanditaire, ni la théoricienne, ni la complice !

Il est des scandales, à vous couper le souffle, qu'on ne peut étouffer...

Par Daniel Salvatore Schiffer

Philosophe, auteur de l'essai "*Critique de la déraison pure - La faillite intellectuelle des 'nouveaux philosophes' et de leurs épigones*" (François Bourin Editeur), porte-parole, pour les pays francophones, du "*Comité International contre la Peine de Mort, la Lapidation et la Pendaison*" ("One Law For All"), dont le siège est à Londres.

Commentaire.

Le visage hideux du capitalisme.

Et la ministre de la Santé se trouve être membre de la section belge de l'Internationale jaune à laquelle appartient le PS. Raison de plus pour justifier notre discours et notre position par rapport à cette organisation criminelle, après avoir lu cet article, vous voudriez qu'on l'appelle comment, une organisation humaniste ?

Quand on sait que la plupart de leurs membres sont aussi franc-maçons, où va se nicher la bonne conscience n'est-ce pas ? Pardi, dans une église du saint capital, sans plaisanter, ils oeuvreraient pour le bien commun paraît-il, vous en avez ici une éclatante démonstration !

Trotsky disait qu'il fallait les brûler, on pourrait se contenter de les faire crever à petit feu en les enfermant dans un cachot privé d'air. Ces gens-là sont effrayants, diaboliques. Le plus fort, c'est qu'à force de les cotoyer et de supporter leur présence, on finit par ne même plus se rendre compte à quel point leurs idées sont monstrueuses, mieux on leur trouve des bons côtés, des circonstances atténuantes. Cela ne risque pas de nous arriver un jour.

Un article de lemonde.fr du 3 juillet 2012

A Londres, tout est à vendre, même les lieux publics. (03.07)

Divine surprise pour les organisateurs des Jeux olympiques : le nouveau téléphérique qui enjambe la Tamise à l'est de Londres a ouvert le 28 juin. Le projet avait été conçu sans relation avec les JO et il devait être inauguré peu de temps après la fin des épreuves. Finalement, il était prêt avant.

Il suffira désormais de cinq minutes pour relier Greenwich, où se dérouleront les épreuves d'équitation, au centre Excel, qui recevra la boxe et l'haltérophilie.

Le projet est curieux : ces "oeufs", qui rappellent ceux des stations de ski, surplombent les eaux à 90 mètres de hauteur, fournissant un raccourci là où un pont aurait été trop cher vu la largeur du fleuve. Mais le plus original n'est pas là : ce nouvel équipement atypique portera pour dix ans le nom d'Emirates Air Line, la compagnie aérienne du même nom ayant payé un peu plus de la moitié du projet, soit 45 millions d'euros.

Mieux encore, les cartes de l'Underground, connues dans le monde entier pour leur design caractéristique, inchangé depuis 1931, arboreront désormais une nouvelle station au nom de la compagnie de Dubaï : Emirates Greenwich Peninsula.

Le sponsoring est devenu une habitude pour les projets publics à Londres. L'Emirates Air Line rejoint au sud le O2, énorme salle de spectacle autrefois appelé Millennium Dome, et désormais baptisé du nom d'une entreprise de téléphonie mobile. L'immense nouvelle sculpture à côté du stade olympique, sorte de tour Eiffel tarabiscotée, se nomme ArcelorMittal Orbit, du nom du conglomérat de l'acier qui a financé l'essentiel du projet. Les vélos à louer de Londres, équivalents des Vélib'parisiens, s'appellent très officiellement Barclays Cycle Hire. Le logo de la banque britannique est imprimé sur le devant de chaque bicyclette et l'établissement a obtenu que les pistes cyclables soient peintes du bleu caractéristique de la marque. Quant à la grande roue au bord de la Tamise, elle est devenue EDF Energy London Eye en 2011, l'électricien français signant un accord de trois ans.

PRAGMATISME ANGLAIS

Tous ces sponsors suivent le modèle lancé en 2004 par l'équipe de football d'Arsenal. A court d'argent, et voulant construire un nouveau stade pour remplacer leur antique enceinte d'Highbury devenue trop exigüe, les Gunners ont décidé de mettre en vente le nom du futur lieu de leurs exploits. Et c'est ainsi que l'enceinte de 60 000 places située sur le site d'Ashburton Grove est devenue l'Emirates Stadium. Place au XXIe siècle et à la publicité... Près d'une décennie plus tard, force est de constater que cela semble marcher. Après l'agacement des premiers temps, "the Emirates" est passé dans le langage courant à travers le monde entier.

Typique pragmatisme anglais, qui permet de financer des projets quand l'argent public manque, ou véritable "bradage" de l'esprit de la ville ? Outre-Manche, personne ne semble trouver grand-chose à y redire. Alors, à quand Trafalgar Square renommé "Vinci Square" avec parking en son centre ?

Commentaire. A vomir leur société complètement pourrie par le fric !

Un article du figaro.fr du 3 juillet 2012

Un tiers des Français sont bénévoles. (04.07)

Plus de 11 millions d'entre eux sont engagés au sein d'associations, selon l'étude annuelle de Recherches et Solidarités.

Plus d'un Français sur trois donnent du temps gratuitement pour les autres, au sein d'une association, d'une organisation du type église, école ou mairie ou tout simplement à un voisin âgé ou à un enfant en difficulté scolaire. C'est l'une des conclusions de la neuvième édition annuelle de Recherches et Solidarités qui vient d'être publiée. L'étude a été réalisée en mars-avril 2012 auprès de 3131 bénévoles.

L'engagement au sein d'une association domine largement. Il concerne 11 à 12 millions de Français. Avec un problème évident: si le nombre de bénévoles n'a que faiblement évolué en dix ans (+7%), le nombre d'association lui a explosé avec une hausse de 20%. «Avec 1,3 millions d'associations, les ressources se font rares, à tel point que 40% des responsables associatifs ne sont pas satisfaits du nombre de personnes disponibles», explique Jacques Malet, directeur de Recherches et Solidarités. Pour remédier à ce problème, de nouvelles formes d'engagement émergent: le bénévolat à distance ou la mission bénévole qui permet à un professionnel de s'investir sur une durée réduite et concentrée dans un projet bénévole.

Des jeunes en quête d'expérience

Brisant une idée reçue, les jeunes âgés entre 18 ans et 25 ans ne sont pas forcément les moins engagés. 18% d'entre eux s'investissent dans une association. Ils semblent notamment sensibles à des engagements ponctuels. Au total, un tiers des jeunes donnent du temps souvent de manière informelle. Principale motivation, l'implication dans une cause d'intérêt général, comme l'exclusion, la maladie... À cet égard, plus de la moitié d'entre eux estiment qu'une expérience de bénévolat sera utile devant un jury d'examen et plus de 60% pensent qu'elle fera la différence dans leur recherche d'emploi.

Chez les actifs, les motivations sont doubles: apporter un sens à sa vie (57% d'entre eux, et plus pour les femmes) ou apporter ses compétences professionnelles à une cause d'intérêt général (51% et plus pour les hommes). Plus de deux tiers d'entre eux réussissent à concilier vie professionnelle et activités bénévoles. Ils ne sont que 15% à dire qu'ils n'ont plus de temps pour eux. Quant à la conciliation avec la vie personnelle, ils sont 58% à estimer que cela se passe bien. Et 13% estime que cela se passe d'autant mieux que l'autre conjoint est bénévole.

Dans cette enquête, la surprise vient des retraités que l'on pensait déjà sursollicités. 10% d'entre eux voudraient donner plus de temps. Car ils sont plus de 78% à estimer avoir trouvé un bon équilibre personnel. Ce dernier illustre bien les évolutions récentes, tels que l'expriment les chercheurs Roger Sue et Jean Michel Peter dans leur dernier rapport: «*la nature du bénévolat semble avoir profondément changé en l'espace d'une génération. Du devoir, voire de la mission, sous couvert d'altruisme, on est passé à une forme privilégiée de la réalisation de soi avec l'avènement de "l'individualisme" relationnel où la notion de plaisir devient déterminante.*»

Un article du figaro.fr du 4 juillet 2012

François Hollande face au casse-tête de la règle d'or. (05.07)

Le président de la République, faute de majorité suffisante, aimerait pouvoir l'adopter sans redormir de la constitution.

Toujours le même débat. Que faire de la règle d'or? François Hollande est confronté à cette question puisqu'il juge que les conditions sont désormais réunies pour faire ratifier le traité de stabilité budgétaire négocié l'année dernière par Nicolas Sarkozy. Le nouveau président de la République a obtenu lors du dernier sommet européen le pacte de croissance et le processus d'union bancaire qu'il réclamait.

Le traité de stabilité budgétaire prévoit l'adoption par les États membres de l'Union européenne d'une règle de réduction des déficits. Le texte ne stipule pas de quelle manière elle doit être inscrite dans la loi des pays. Mais il insiste sur l'aspect contraignant... Crise oblige. À gauche, jusqu'à présent, on refuse d'envisager une modification de la Constitution qui lierait à jamais les mains des gouvernements et les priverait du plein usage de l'instrument budgétaire.

La semaine dernière, François Hollande s'est montré très ferme sur le sujet: *«Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits.»* Le chef de l'État tient à l'idée qu'il avait défendue: une loi de programmation budgétaire pour rétablir les finances publiques, *«peut-être de valeur organique»*.

En terme de politique menée, cela revient au même puisque François Hollande a fixé comme objectif le retour à l'équilibre de comptes en 2017.

Une loi organique sera-t-elle cependant suffisante? Le président botte en touche pour l'instant: *«Nous demanderons au Conseil constitutionnel ce qu'il y a lieu de faire.»*

Majorité des trois cinquièmes

François Hollande voudrait éviter d'avoir à toucher à la loi fondamentale, ce qui semble se profiler. Sauf à soumettre le texte à référendum (mais Hollande se souvient de la victoire du «non» au traité européen en 2005), il faudra réunir le Congrès (Assemblée plus Sénat). Mais le chef de l'État ne dispose pas de la majorité des trois cinquièmes nécessaire au Congrès pour modifier la Constitution. La gauche aura du mal à faire le plein des voix. Sans même parler des élus du Front de gauche, hostiles au principe du traité européen, au sein de l'aile la plus radicale du PS, on s'interroge aussi. *«C'est possible de ne pas voter le texte»*, explique un député du courant de Benoît Hamon car *«la philosophie du traité n'a pas changé»*. L'aile gauche du PS va demander des gages pour s'assurer que la France ne perd pas sa souveraineté budgétaire. Quand bien même François Hollande aurait le soutien de sa majorité, ce ne serait pas suffisant. Il lui faudrait donc des voix de l'UMP pour obtenir la ratification du texte. Possible, puisque la droite est favorable à la disposition, mais politiquement compliqué...

Aucune date n'a encore été avancée. Le chef de l'État veut présenter son paquet global: traité budgétaire, pacte de croissance, supervision bancaire et taxe sur les transactions financières. En espérant que chacun puisse y trouver son compte et matière à voter. Le chef de l'État a souhaité que le délai ne soit pas trop long. Mais cela *«suppose d'avoir tous les textes»*. L'Élysée a encore un peu de temps pour convaincre les parlementaires de la nécessité de voter.

Un article de Liberation.fr du 3 juillet 2012

Les pauvres fauchés par la crise. (06.07)

En 2009, la baisse du niveau de vie a surtout pesé sur les plus fragiles, accentuant les inégalités.

Injuste crise. La récession qui a touché la France en 2009, avec un recul de 3,1% du PIB, le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, n'a pas touché tous les Français de la même manière. Loin de là. Selon l'Insee, qui rend publique aujourd'hui l'édition 2012 de son étude «Revenus et patrimoines des ménages», ce sont avant tout les plus modestes, et dans une moindre mesure, et pour des raisons de structure des revenus, les 10% les plus riches, qui ont connu un recul de leur niveau de vie entre 2008 et 2009. Davantage touchés, les plus pauvres concentrent aussi des caractéristiques sociologiques qui en font les amortisseurs de la crise au profit du reste de la population, divisant un peu plus la société entre précaires et protégés. Sur une période plus longue, enfin, l'Insee met en lumière une autre injustice : celle de l'accroissement des inégalités de patrimoine.

La situation des plus modestes s'aggrave

En 2009, le niveau de vie (1) médian des Français (qui partage la population en deux moitiés égales, l'une disposant de plus, l'autre de moins) s'établissait à 19 080 euros par an, soit 1 590 euros par mois. Ce montant n'a progressé que de 0,4% (hors inflation) par rapport à 2008, contre 1,4% par an en moyenne entre 1996 et 2008. Soit une quasi-stagnation. Mais au-delà de cette médiane, la crise a avant tout concerné les 40% les moins aisés, et surtout les 10% les plus pauvres (moins de 10 410 euros par an) qui ont subi une chute de 2,1% de leur niveau de vie en 2009 par rapport à 2008. Un recul «lié en premier lieu à la dégradation du marché du travail, le taux de chômage étant passé de 7,4% en 2008 à 9,1% en 2009», note l'Insee. Et qui explique que le taux de pauvreté ait progressé de 0,5 point, passant de 13% à 13,5% de la population. A l'inverse, au-delà des 40% des plus modestes, le niveau de vie a crû, d'abord modérément, puis plus nettement, pour les 60% de Français les plus aisés. Parmi eux, seuls les 10% les plus riches (plus de 35 840 euros par an, ou 2 987 euros par mois), ont connu un recul de 1,2% de leur niveau de vie. Une baisse cependant moins importante que celle des 10% les plus pauvres et qui provient, selon l'Insee, «d'un recul des revenus d'activité des indépendants et des revenus du patrimoine». Et avec des conséquences d'autant moins fortes que le niveau de vie de cette population «avait progressé plus rapidement que celui des autres personnes, porté par la dynamique des très hauts revenus» lors de la décennie précédente. Ce phénomène, qui a conduit la crise de 2009 à toucher avant tout les plus modestes, tranche avec le dernier ralentissement économique de 2002-2004, dont l'impact avait été plus équitablement réparti (voir graphique).

Jeunes et précaires dans la tourmente

L'Insee a également découpé la population en six ensembles. Le premier, qui regroupe le quart des Français les moins aisés, ne profite que de 11,5% de l'ensemble des revenus. Sans surprise, les jeunes y sont surreprésentés, mais aussi les familles monoparentales ou nombreuses. Ainsi que les chômeurs, les inactifs et les non-diplômés. Mais aussi les précaires (CDD, intérim, apprentis...), deux fois plus nombreux, en proportion, que dans le reste de la population. Les précaires, premières victimes de la crise ? L'Insee confirme ainsi ce qui s'est passé sur le marché du travail durant cette période : à savoir que les CDI ont été largement épargnés, alors que les précaires constituaient les plus gros bataillons d'inscriptions à Pôle Emploi. Une confirmation d'une société à deux vitesses, où la variable d'ajustement reste la partie la plus fragile.

Des inégalités de patrimoine accrues

L'Insee s'est également penché sur les inégalités de patrimoine et leur évolution sur une décennie. Début 2010, la moitié des ménages vivant en France déclaraient un patrimoine brut (avant remboursement des emprunts) supérieur à 150 200 euros. Ces 50% les «mieux dotés» accaparent ainsi 93% du patrimoine brut total en France. Les 10% les plus riches en concentrent même 48%. A l'autre bout de la chaîne, les 10% les plus pauvres possèdent moins de 0,1% du patrimoine total... Et ces disparités ne se sont pas vraiment rééquilibrées. Selon l'Insee, la masse de patrimoine détenue par les ménages français a été multipliée par 2,3 entre 1998 et 2010. Mais il ne s'agit que d'une moyenne. Car celle des 10% les mieux dotés a crû de

131% sur la même période, quand la masse des moins aisés n'a progressé que de 20%. Du travail en perspective pour Hollande...

(1) Niveau de vie par unité de consommation : ensemble des revenus d'un ménage (travail, capital, transferts sociaux...), net d'impôts, et divisés par le nombre d'unité de consommation (1 UC pour le 1er adulte, 0,5 pour le suivant, 0,3 pour les moins de 14 ans).

Un article de l'AFP du 6 juillet 2012

RSA: près de la moitié des bénéficiaires potentiels ne le demande pas. (07.07)

"Près de la moitié" des bénéficiaires potentiels du Revenu de solidarité active (RSA) ne le demande pas, souvent par méconnaissance du dispositif qui a remplacé il y a trois ans le Revenu minimum d'insertion (RMI), selon la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Le RSA a deux volets: il constitue soit un revenu minimum pour les personnes sans ressources comme le faisait le RMI ("*RSA socle*"), soit il complète un petit salaire ("*RSA activité*").

Fin 2010, le taux de "*non-recours*" au "*RSA socle*" était de 35% en moyenne, relève cette étude publiée vendredi par la Cnaf, tandis que le taux de "*non-recours*" au "*RSA activité*" atteignait 68%, soit en tout "*près de la moitié*" des bénéficiaires potentiels du RSA.

"*La méconnaissance du RSA, ou sa mauvaise connaissance, explique pour l'essentiel le non-recours à la prestation. En revanche, les non-recourants n'évoquent que marginalement un faible intérêt financier de la prestation*", explique la Cnaf.

Près de 1,7 million de foyers éligibles au RSA n'en étaient donc pas bénéficiaires, "*induisant un montant non distribué de l'ordre de 432 millions d'euros*", ajoute la Caisse, qui a versé en 2010 environ 8 milliards d'euros de RSA, financé par les départements ("*RSA socle*") et par l'Etat ("*RSA activité*").

Environ 2 millions de foyers le touchent actuellement.

L'importance du "*non-recours*" avait déjà été pointé par le gouvernement lui-même en 2011, qui avait engagé des campagnes d'information à destination des plus modestes.

Parmi les foyers éligibles au RSA mais qui ne le touchent pas, 54% estiment pourtant "*connaître le RSA*", 35% disent l'avoir déjà touché par le passé et 11% ne le connaissent pas.

Au sein des 54% qui connaissaient le RSA sans le percevoir, 19% étaient "*sûrs de ne pas pouvoir en bénéficier*"; 28% ne pensaient pas pouvoir en bénéficier "*mais n'ont pas creusé la question*" tandis que 7% étaient paradoxalement "*sûrs de pouvoir bénéficier du RSA*".

A ces deux dernières catégories, on a demandé pourquoi elles n'avaient pas demandé le RSA: 68% ont invoqué des "*raisons reflétant un manque de connaissance*" (essentiellement, ils pensent que le RSA est réservé aux sans -emploi).

42% ont déclaré "*se débrouiller autrement financièrement*", 27% se sont abstenus "*par principe*" (ne pas vouloir "*dépendre de l'aide sociale*") tandis que 20% ont évoqué des "*démarches trop compliquées*".

Enfin, 11% n'ont "*pas eu le temps*" et 10% s'apprêtaient à "*changer de situation*".

Ce sont les couples plutôt que les personnes seules qui ont plus souvent tendance à ne pas demander le RSA, surtout s'ils sont sans enfant, car ils peuvent "*avoir le sentiment de mieux se débrouiller financièrement*", avance l'étude.

Les plus diplômés le demandent moins aussi, "*en raison de leur croyance plus forte dans le caractère transitoire de leur situation ou encore leur refus plus grand de dépendre de l'aide sociale compte tenu de leur diplôme*".

Sans surprise, le niveau de revenu (avant RSA) est aussi un facteur important: 48% des foyers éligibles pauvres n'ont pas demandé le RSA contre 70% des ménages éligibles au-dessus du seuil pauvreté.

Commentaire.

Cela confirme en partie le constat que j'ai dressé à plusieurs reprises sur la situation sociale des masses.

Je me souviens que mes parents avaient mis un certain temps à l'idée d'accepter la carte de réduction dans les transports en commun, nous étions trois enfants à la maison, mes deux soeurs cadettes et moi. Ils considéraient qu'ils n'étaient pas des mendiants, ils avaient leur dignité et y tenait.

Pourtant dès le 20 ou le 25 du mois, très souvent leur compte en banque était à zéro et il ne restait même plus 50 centimes (franc) dans le porte-monnaie de ma mère pour acheter une baguette ou mettre de l'essence de la voiture de mon père pour qu'il aille travailler ou encore acheter ma carte hebdomadaire à la SNCF pour que je continue d'aller à l'école. Il fallait donc emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine habitant à cent mètres de chez nous.

C'était un sujet tabou. Ils évitaient d'en parler devant nous, ma mère retournait son porte-monnaie ouvert pour s'assurer qu'il était bien vide et mon père baissait la tête. Dans ces moments-là, valait mieux la fermer pour ne pas en prendre une.

C'est ma mère qui s'y collait, mon père avait honte de ne pas pouvoir nous nourrir avec son travail, il était menuisier en bâtiment. Le dimanche, c'est ma grand-mère qui apportait le ravitaillement pour quelques jours ou la semaine, elle était camelot sur les marchés, alors avant de se rendre chez mes parents pour le repas de famille dominical, elle faisait le marché à la place de ma mère.

A cette époque-là, il n'y avait pas de chômage ni aucune aide de l'Etat, en revanche les salaires des ouvriers du bâtiment étaient misérables, ils n'étaient pas les seuls dans ce cas-là.

Tout cela pour dire que je sais ce que veut dire la pauvreté, et j'ai du mal à comprendre que l'on ne profite pas des aides de l'Etat auxquelles on a le droit quand on prétend ne plus avoir de quoi se nourrir ou payer ses factures, je me dis que si on peut s'en passer, c'est que la situation n'est pas si catastrophique qu'on la présente.

Bref, quand on est vraiment dans la merde noire, je vous assure qu'on ravale sa dignité, que l'on conserve certes intact quelque part au chaud en nous, on laisse temporairement de côté des principes bien mal conçus qui ne servent qu'à nous culpabiliser injustement, on se résigne à tendre la main et on prend ce qu'on nous donne en disant merci parce que l'ouvrier est peut-être bête ou ignorant, mais en général il est poli et bien élevé. Les témoignages d'une bonne éducation chez l'ouvrier sont quelque chose de très importants parce qu'il y met sa dignité.

Si je combats l'ouvriérisme avec tant de vigueur, c'est parce que je considère qu'il constitue un manque de respect à notre égard, autant que la manifestation de l'ignorance de la psychologie de l'ouvrier. Croire que flatter la bêtise humaine serait rendre service à l'ouvrier est une grave erreur, c'est davantage rendre service à ceux qui le maintiennent dans un état de soumission aveugle pour mieux l'exploiter et l'opprimer.

Pour revenir au contenu de cet article dont je me suis écarté, le RSA devrait être versé automatiquement dès lors qu'on se retrouve au chômage sans indemnité spécifique ou sur la foi de la déclaration de revenu. La Cnaf ne le fait pas, ce sont donc des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui en sont privés. Question : Qui gère la Cnaf, devinez ?

Un article de l'expansion.com du 6 juillet 2012

Air France: les syndicats vont signer le plan de départs volontaires. (07.07)

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et FO de la compagnie vont signer vendredi le projet Transform 2015 qui prévoit 5122 suppressions de postes chez les personnels au sol, et une refonte des principaux accords d'entreprise. Chérèque salue le courage de son syndicat sur place.

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et FO d'Air France vont signer vendredi le projet Transform 2015 pour les personnels au sol prévoyant 5122 suppressions de postes sans départs contraints et une refonte des principaux accords d'entreprise, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

La signature de ces trois syndicats assure la validation de l'accord, qui requiert plus de 30% des voix aux élections professionnelles. La CGT, principal syndicat parmi les quelque 32.000 salariés au sol, avait déjà indiqué qu'elle ne signerait pas le texte. L'Unsa n'a pas pu être joint jeudi pour connaître sa position.

Pour les personnels navigants (pilotes et hôtesses/stewards), des consultations sont toujours en cours et les syndicats ont jusqu'au 15 juillet pour se positionner. Pour le sol, les trois syndicats signataires ont tous salué "la garantie de l'emploi" jusqu'à fin 2014 pour les salariés souhaitant rester dans la compagnie.

Air France a annoncé fin juin vouloir réduire ses effectifs en supprimant plus de 5.000 postes via des départs volontaires et des mobilités internes dans le cadre d'un plan d'économies entamé en janvier, notamment avec des gels de salaires. Transform 2015 prévoit une restructuration du court et moyen courrier pour être plus compétitif sur ces secteurs et un repositionnement sur le haut de gamme.

Moins de RTT contre l'engagement de ne pas licencier

Pour Michel Salomon, responsable CFDT, "c'est un accord défensif, mais le constat sur la situation difficile de l'entreprise n'est plus discutable aujourd'hui". Parmi les concessions acceptées, le syndicaliste signale notamment la perte de 11 à 12 jours non travaillés dans l'année (RTT, compensation jours fériés, etc.) et un système de calcul de l'ancienneté beaucoup moins favorable. Gérald Noirot, élu CFE-CGC, précise que l'ancienneté maximale (22,5% du salaire de base) sera acquise au bout de 40 ans contre trente actuellement.

Outre l'engagement à ne pas licencier jusqu'à fin 2014, la CFDT et la CFE-CGC sont satisfaites d'avoir obtenu "une clause de retour à bonne fortune", ouvrant la voie à une révision de ces nouvelles dispositions en cas de rétablissement de la situation de la compagnie.

Philippe Chassonnery, responsable FO, a précisé que son syndicat assortirait sa signature d'une "lettre de réserves" et critique "la pratique consistant à faire payer aux personnels seuls les erreurs stratégiques commises depuis plusieurs années". Chérèque salue le courage de son syndicat

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a quant à lui salué le "courage" de son syndicat à Air France. Il a fallu "beaucoup de courage aux équipes CFDT", a déclaré M. Chérèque sur BFMTV et RMC, expliquant que son syndicat a tenu compte du fait que la compagnie aérienne perdait "500 millions d'euros par semestre". "Si rien n'est fait c'est l'entreprise elle-même qui est en danger, on en est là à Air France", a-t-il ajouté.

Commentaire.

Des syndicalistes jaunes, quoi. Merci monsieur Chérèque pour ces précisions qui valent pour tous les syndicats qui ont signé cet accord scélérate. Que cet accord convienne aux intéressés ne nous surprendra pas, ils appartiennent à l'aristocratie ouvrière.

Un article d'atlantico.fr du 7 juillet 2012

Accord européen : quand François Hollande vote pour le pillage de la France par les banques. (08.07)

Un compromis a été trouvé au dernier sommet européen de Bruxelles. Les pays membres ont adopté le "pacte de croissance" voulu par François Hollande, tandis que la France acceptait enfin le « pacte budgétaire ». Le PS et le président de la République ont affiché un sentiment de victoire. Pourtant, en entérinant la recapitalisation des banques par le MES, les États ne font qu'alimenter un trou sans fond.

Nous avons expliqué que la défaite de Merkel était une victoire pour les kleptos ou plutôt pour le couple klepto-états. Le couple klepto-États étant cimenté par le fameux "*je te tiens, tu me tiens par la barbichette...*". Les kleptos financent les dépenses des États qui en échange les aident à tondre les citoyens, les épargnants, les nourrissons et tous ceux qui ne sont pas encore nés...

Angela Merkel, nulle en diplomatie selon la tradition allemande, nulle en dialectique comme tout membre d'un gouvernement, s'est faite manœuvrer par Mario Monti / Goldman Sachs et, le dos au mur, elle a accepté de signer l'accord infâme qui vend la peau des citoyens aux banques. Pour sa défense, elle a argué que c'était purement tactique, pour sauver le vote du Bundestag sur le Mécanisme européen de stabilité et l'intégration fiscale.

De reculades en reculades, elle a donc laissé s'ouvrir une brèche.

La brèche a été reconnue par les marchés qui se sont envolés et surtout par l'organe klepto phare, le *Financial Times* qui a écrit :

"*It's a very good agreement*" (excellent accord). Si le FT le dit, c'est que la cause est entendue. Il est évident que la France est responsable de cet accord infâme, dans la mesure où François Hollande a échangé son soutien au pacte fiscal contre le plat de lentilles d'un faux plan de soutien à la croissance de moins de 1% du PIB européen. Et qu'il a soutenu Mario Monti et Mariano Rajoy dans leur coup de chantage contre Angela Merkel.

La France a passé un marché de dupes, car c'est elle - avec l'Allemagne - le plus gros contributeur du MES, lequel va être pillé par les banques privées : Hollande a voté pour le pillage... de la France. Lui qui n'aime pas les riches, il les engraisse ! Sans aucun espoir de voir un jour la France en bénéficiaire, car si elle venait à être classée "*pestiférée*", elle serait trop grosse pour être sauvée et donc trop grosse pour le MES et l'Allemagne. La France a voté contre ses véritables intérêts à long terme, lesquels étaient - et restent - de tenir le cap pour ne pas augmenter trop ses engagements. Il faut se souvenir que le MES ne fait au maximum des maximums que 500 milliards et qu'une fois que les banques l'auront pillé, il ne restera plus grand chose.

Comme le dit Munchau, la seule victoire d'Angela Merkel est d'avoir refusé l'augmentation de la masse des "*bail out funds*" (fonds de sauvetage) européens. Ce qui confirme que la France ne pourra pas en profiter et que ses engagements ne serviront qu'aux autres et ... à l'endetter encore plus. On rit des soi disant trous découverts dans le budget ces jours ci, de ces misérables petits milliards en regard du coup de crayon magique qui vient d'augmenter les risques du pays, dans la plus totale immoralité.

Le Bundestag est un ramassis de politiciens lâches, ils auraient dû voter contre la ratification du MES et du pacte fiscal, mais la fameuse discipline antidémocratique qui fait voter pour le pouvoir en place et contre les peuples a joué : le Bundestag a ratifié un accord marqué par le chantage. Un accord contre les intérêts du peuple allemand .

Nous sommes heureux de notre analyse, selon laquelle les kleptos avaient marqué une victoire et jubilaient. Garin Hewitt, european editor de BBC news, vient ce matin de rejoindre notre camp et soutenir notre analyse.

Sous le titre : Coup d'État, gouvernement des banques, par les banques, pour les banques on peut lire :

- Le "bail out fund" va prendre un intérêt dans les banques ;

- Le risque total se trouve accru pour tout le monde en Europe ;
- Les Trésors nationaux sont dégagés, mais c'est le public français et allemand qui se substitue ;
- 500 milliards, ce sera insuffisant, ce sera avalé rapidement ;
- Le trou des banques est sans fond et inconnu ;
- Le bail out fund est un cadeau aux banques privées , un "*welfare pour les riches*" ;
- Il n' y a pas de plafond fixé aux sommes qui vont devoir être engagées ;
- Il y a irresponsabilité totale des dirigeants, pas de contrôle, aucune possibilité de recours contre l'organisation intergouvernementale non élue qui va distribuer l'argent .

Quelques précisions à suivre et à valider

La Finlande a fait savoir qu'elle voterait contre le "*bail out*" (renflouement) des banques par le MES, elle a ajouté être soutenue par les Pays Bas. L'Espagne a répondu qu'il existait une dérogation de vote qui permettrait de passer outre à l'unanimité et qu'avec 85% des votes les "*bail out*" seraient accordés.

Reuters rapporte que le gouvernement finlandais a indiqué devant une commission parlementaire qu'il s'opposerait à ce que le MES, le fonds de secours permanent pour la zone euro, puisse acheter des obligations souveraines de pays de la zone euro sur le marché obligataire.

C'est une mauvaise nouvelle pour l'Europe : en effet, pour que l'accord permettant l'achat d'obligations d'État par le MES soit ratifié, il nécessite une décision unanime de tous les membres.

La Finlande n'est pas la seule à douter de cet accord, puisque les Pays Bas ont également fait connaître leurs réserves. Mais alors que les Finlandais rejettent globalement la possibilité de faire intervenir le MES, les Pays-Bas sollicitent que toute demande de rachat d'obligations par le MES soit préalablement évaluée sur une base individuelle. Le Premier ministre hollandais, Mark Rutte, a déclaré la semaine dernière qu'il n'était pas un « *grand fan des achats d'obligations avec les instruments existants* », parce que c'était une solution coûteuse.

L'Espagne est "en train de négocier avec la Commission" européenne les conditions de l'aide pour ses banques, qui pourraient inclure dès le 9 juillet un premier montant chiffré pour les entités les plus fragiles, a indiqué mardi le ministre de l'Économie Luis de Guindos. L'Eurogroupe devrait alors confirmer le recours au FESF (fonds européen de stabilité financière), le fonds de secours encore doté de 200 milliards d'euros. La zone euro s'est en effet engagée le 9 juin à fournir une aide jusqu'à 100 milliards d'euros aux banques espagnoles.

L'option choisie par l'Espagne sera "*une injection au fur et mesure qu'apparaissent les besoins*", et non un versement d'argent en une seule fois. "*Nous allons nous concentrer*" sur les banques déjà sous intervention publique espagnole : "*c'est une question de semaines pour déterminer*" de combien elles ont besoin, aussi "*il est possible que, quand on rédige le protocole d'accord, il y figure une quantité déjà disponible pour elles*". L'idée est que, pour ces banques les plus fragiles (Bankia, CatalunyaCaixa, NovaGalicia et Banco de Valencia), "*cela se fasse de manière très, très rapide, en quelques semaines*", a insisté le ministre.

M. de Guindos a rappelé son souhait d'obtenir un prêt avec "*une durée très longue, une période de carence et des taux d'intérêt très bas*". "*Le taux d'intérêt ne fera pas partie du mémorandum*" qui sera approuvé le 9 juillet car "*il fait partie des statuts du FESF et du MES*", les fonds de secours européen, a-t-il précisé. "*Ce n'est pas une partie fondamentale de la discussion*", a-t-il assuré. Le prêt inclura "*des conditions horizontales pour le secteur financier*" espagnol dans son ensemble et des conditions pour chaque entité recevant de l'argent européen, comme "*la cession d'actifs*" ou "*la réduction de capacité*", par exemple en fermant des agences bancaires.

Et alors que les Pays-Bas et la Finlande se sont opposés à ce que le MES achète des obligations sur le marché secondaire (marché de l'achat et de la vente d'actifs financiers déjà existants), des mesures censées aider les pays fragiles comme l'Espagne et le Portugal, M. de Guindos s'est voulu confiant : *"il y a un point fondamental dans le MES, qui est que les décisions ne se prennent pas à l'unanimité mais à la majorité absolue"*, donc ces décisions *"ne pourraient pas être bloquées"* par une minorité de pays.

Le résultat majeur du sommet est que, si tout suit son cours, le MES pourra aider les banques directement à se recapitaliser : on nous dit qu'ainsi sera coupé le lien entre la faiblesse des banques et la faiblesse des Souverains: On argue les banques faibles affaiblissent les souverains donc il faut couper le lien.

Il est évident que cela est faux, voire mensonger : si les banques sont recapitalisées avec l'argent de le MES, elles vont pouvoir employer ce capital et le *"leverage"* (niveler), mettons avec un multiple de 9, ce qui est encore raisonnable par les temps qui courent.

À notre connaissance, rien ne va les empêcher de refaire ce qu'elles ont fait avec l'argent du LTRO (prêt pour un refinancement à long terme à bas taux), c'est à dire qu'elles vont souscrire aux emprunts de leurs souverains, comme le font depuis le début les banques espagnoles et italiennes.

À moins que les banques concernées aient interdiction de réaccumuler des obligations de leurs souverains, nous ne voyons pas en quoi le lien entre banques et souverains sera rompu.

Au contraire, la mécanique du refinancement indirect des souverains par la BCE va pouvoir s'enclencher de plus belle : telle banque espagnole va recevoir 10 milliards, la reconstitution de ses ratios va lui permettre de souscrire aux obligations émises par son souverain, de les porter en collatéral à la BCE pour obtenir des refinancements et ainsi faire tourner le tourniquet fatal. Car si le souverain faiblit à nouveau, ce qui est probable, sinon certain, le bilan réel de la banque va se détériorer, les marchés vont à nouveau se méfier, etc. Le tourniquet qui joue positivement dans le sens vertueux, peut évidemment s'inverser dans le sens vicieux avec une catastrophe beaucoup plus importante.

À notre connaissance rien n'a été annoncé dans les communiqués ou dans les commentaires qui empêche le tourniquet infernal entre les banques et leur govies (emprunts d'État). L'argument de couper le lien entre les banques et les souverains est fallacieux. En cas de hausse des engagements de banques sur leur souverain, avec un multiple des nouveaux fonds propres, le risque est non pas réduit mais magnifié.

Un article d'atlantico.fr du 22 mai 2012

Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains. (08.07)

La French American Fondation est connue pour sa formation, les "Young Leaders", réservée à une dizaine de jeunes surdiplômés chaque année. Sur les huit socialistes sélectionnés comme Young Leaders depuis François Hollande en 1996, six rentrent dans son gouvernement cette semaine. Le plus "atlantiste" n'est pas toujours celui qu'on croit...

Exit Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez, Jeannette Bougrab... Place à François Hollande, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg, Marisol Touraine, Najat Vallaud-Belkacem, Aquilino Morelle (plume du Président), etc.

« *Enfin des têtes nouvelles !* » entend-t-on ici ou là. Nouvelles ? Tout est relatif, quand on sait décrypter la liste ci-dessus : en fait, tous ces « *Young Leaders* » de l'UMP ont laissé la place à des « *Young Leaders* » du Parti socialiste. Car François Hollande et Pierre Moscovici depuis 1996, Marisol Touraine et Aquilino Morelle depuis 1998, Arnaud Montebourg depuis 2000 et Najat Vallaud-Belkacem depuis 2006, sont tous des « *Young Leaders* ». Tous ont été minutieusement sélectionnés et « *formés* » par ce très élitiste réseau Franco-Américain, inconnu du grand public, sponsorisé entre autres par la banque Lazard. En d'autres termes, ils ont tous postulé et se sont fait parrainer pour être admis à suivre ce programme phare mis en place par la FAF, la French American Fondation. La FAF est elle-même un organisme à cheval sur Paris et New-York, créée en 1976 conjointement par les présidents Ford et Giscard d'Estaing. A noter qu'entre 1997 et 2001, John Negroponte présida la FAF, avant de devenir entre 2005 et 2007, sous Georges Bush, le premier directeur coordonnant tous les services secrets américains (DNI), dirigeant l'US States Intelligence Community (qui regroupe une quinzaine de membres, dont le FBI et la CIA).

Créé en 1981, ce programme Young Leaders permet de développer « *des liens durables entre des jeunes professionnels français et américains talentueux et pressentis pour occuper des postes clefs dans l'un ou l'autre pays* ». Pressentis par qui ? Par un très strict comité de sélection, composé majoritairement d'anciens Young Leaders, qui ne retient qu'une dizaine d'admis par an. Seuls 13 hommes ou femmes politiques ont été admis depuis 1995, soit moins d'un politique par an en moyenne. Ces heureux « *élus* » sont choisis comme d'habitude parmi l'élite française : seuls 4% des Young Leaders français ne sont pas diplômés de l'ENA ou pas titulaires d'au moins un diplôme Bac+5, les trois quarts sont des hommes, à 80 % Parisiens... Autant dire qu'on reste en famille avec ce gratin issu de nos grandes écoles. Une spécificité française, qui, comme le souligne un rapport de la FAF, assure « *une fonction de "reproduction sociale" de la "classe dominante" [...] dans un pays où la simple notion de leadership renvoie aux "diplômes" et non aux qualités intrinsèques de la personne comme c'est souvent le cas outre-Atlantique* ». Bref, notre nouveau président et ses nouveaux ministres cités ici sont de purs produits de nos grandes écoles, « *ces acteurs influents (qui) personnifient la "pensée dominante" depuis de nombreuses décennies* » selon la FAF.

Dès que l'on parle de réseaux d'influence, certains de leurs membres crient aux « *obsédés du complot* » et s'empressent généralement de préciser que le rôle de telles organisations est marginal et informel. Pour ce qui est de l'efficacité des « *Young Leaders* », les chiffres parlent plus que tous les longs discours : sur les 8 socialistes sélectionnés comme Young Leaders depuis François Hollande en 1996, 6 rentrent dans son gouvernement cette semaine. (Ne restent sur la touche, pour le moment, que Bruno Le Roux, qualifié par beaucoup de « *ministrable* », et Olivier Ferrand, l'ambitieux président du think-tank Terra Nova ayant permis l'élection de François Hollande aux élections primaires ; deux candidats impatients de rejoindre leurs camarades Young Leaders au gouvernement). Beau tir groupé, comme s'en enorgueillit à juste titre le site américain (« *The French-American Foundation is proud to have five Young Leader in the cabinet of President François Hollande, himself a Young Leader in 1996* »), tandis que le site français n'en dit pas un mot. Il est vrai que, depuis l'affaire DSK, chacun aura compris que les deux pays n'ont pas la même culture de la transparence...

En septembre 2006, lors de sa visite aux États-Unis, Nicolas Sarkozy avait prononcé un discours à la French American Foundation (FAF), rappelant la nécessité de « *rebâtir la relation transatlantique* », paraphrasant ainsi les statuts de la fondation dont l'objectif est de « *renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément essentiel du partenariat transatlantique* ». A ceux nombreux qui me demandent, à l'occasion de la visite de François Hollande à Barack Obama, « *pourquoi est-ce que les journalistes ne nous*

*parlent pas de ça, à propos de François Hollande, au lieu de nous parler de son séjour d'étudiant et de son goût des cheeseburgers dont on a rien à faire? ». Qu'ils demandent donc la réponse aux journalistes qui ont l'art de nous servir ces hamburgers, préparés par les communicants, en prenant leurs lecteurs pour des cornichons ! Qu'ils la demandent en particulier aux Young Leaders des médias, aujourd'hui actionnaires ou directeurs des principales rédactions, ces copains de promo de certains de nos nouveaux ministres pour certains d'entre eux : de Laurent Joffrin (Nouvel Observateur) à Denis Olivennes (Europe 1, Paris Match et du JDD), en passant par Matthieu Pigasse, Louis Dreyfus et Erik Izraelewicz (Le Monde)... Et la liste hommes de médias Young Leaders est longue, comme on peut la lire plus intégralement dans l'enquête « *Ils ont acheté la presse* ».*

A New-York, la venue de François Hollande et de sa nouvelle équipe était attendue sereinement. Vu de la FAF, « *Welcome à la Hollande team* » ; on reste en terrain connu, tout est sous contrôle, on est même fier d'avoir autant de ses poulains dans la place, nous l'avons vu. Que les angoissés se rassurent : « *le changement, ce n'est pas pour maintenant* », n'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon, l'allié peu atlantiste du Président !

Commentaire.

Excusez-moi, je rectifie, à la première occasion Mélenchon s'en remet à l'ONU, alors pas "atlantiste" ? Et gardez en mémoire que la plupart de ceux qui vous ont appelés à voter Hollande savaient tout cela depuis longtemps.

Un article de mondialisation.ca du 2 juillet 2012

L'ex-directeur du programme US de "Guerre des étoiles" dit que Dick Cheney est le principal suspect pour les attentats du 11/9. (08.07)

L'ancien directeur du programme de missile de défense "Star Wars" sous les présidents Ford et Carter a déclaré publiquement que la version officielle du 11-Septembre était la théorie du complot et que le principal suspect pour la conception de ces attentats était le Vice-président Dick Cheney.

Le Docteur Robert Bowman, ex-lieutenant colonel de l'US Air Force, a conduit 101 missions de combat au Vietnam. Il a reçu la Médaille Eisenhower, le Prix George F. Kennan pour la Paix, la médaille présidentielle des vétérans pour la Paix, deux fois la médaille d'or de la Société des ingénieurs militaires, six médailles de l'air, plusieurs dizaines d'autres prix et distinctions honorifiques. Il est détenteur d'un PhD [doctorat - NdT] en aéronautique et en ingénierie nucléaire de l'université de Californie Caltech. Il a présidé huit importantes conférences internationales, et est l'un des experts les plus connus en matière de sécurité nationale.

Bowman a travaillé secrètement pour le gouvernement US dans le cadre du projet Star Wars et fut l'un de ses premiers instigateurs au travers d'un mémo secret en 1977. Lorsque Bowman réalisa que le projet était en réalité uniquement destiné à créer non pas un outil de défense, mais bien une arme d'agression, et faisait partie d'un plan pour initier une guerre nucléaire avec les Soviétiques, il quitta le programme et fit campagne contre.

Lors d'une interview faite le 4 avril 2006 dans le Alex Jones Show qui diffuse au niveau national sur le réseau radio GCN, Bowman avait déclaré que si Oussama Ben Laden et al-Qaïda étaient impliqués dans le 11-Septembre, alors au minimum, le gouvernement est resté sans réagir et a laissé les attentats se produire. Il était plausible, selon lui, que l'ensemble de la chaîne de commandement militaire n'ait pas eu connaissance de ce qui se passait et qu'elle ait été utilisée par ceux qui tiraient les ficelles lors des attentats.

Bowman a souligné la façon dont les exercices militaires en cours le matin du 11-Septembre qui simulaient des avions s'écrasant contre des bâtiments sur la côte est des États-Unis avaient été utilisés pour fourvoyer le personnel de la défense aérienne et l'empêcher de réagir à temps pour stopper les attentats.

« Les exercices qui avaient lieu ce matin-là simulaient exactement le type de choses qui s'est produit et a semé la confusion parmi les gens de la FAA et du NORAD... à tel point qu'ils ne savaient plus ce qui était réel et ce qui faisait partie d'un exercice, » a expliqué Bowman.

« Je pense que ceux qui ont planifié et conduit ces exercices devraient faire l'objet d'une enquête. » Lorsqu'on lui demanda de nommer un suspect numéro 1, qui serait l'architecte probable des attentats, Bowman a déclaré : *« Si je devais mentionner un seul nom, je pense que mon premier suspect serait Dick Cheney. »*

Bowman a indiqué qu'en privé, ses collègues pilotes de combat n'étaient pas en désaccord avec son opinion sur la véritable histoire du 11/9.

Bowman s'est dit conscient du danger de voir les USA glisser vers la dictature et a déclaré : *« Je pense que rien n'est plus proche du fascisme que ce que nous avons vu récemment de la part de ce gouvernement. »*

Bowman a dénoncé le PATRIOT ACT, affirmant que ce dernier *« avait davantage détruit les droits des Américains que tous nos ennemis réunis. »*

Bowman a remis la Commission sur le 11-9, la qualifiant de *« dissimulation motivée politiquement et criblée de conflits d'intérêts, »* et dénonçant le fait que *« la Commission sur le 11/9 avait omis tout élément, aussi petit soit-il, qui aurait pu mettre en doute ou simplement embarrassant pour la version officielle du complot, et a consisté en une vaste mise en scène. »*

« Il faut qu'il y ait une véritable enquête, pas le genre de fausse investigation que nous avons eu par la " 9/11 Omission " et toutes ces foutaises, » a lancé Bowman.

A la question de savoir si les auteurs du 11-septembre pourraient être en train de préparer un nouvel attentat sous fausse bannière pour revigorer leur agenda [politique], Bowman a déclaré : « *Je pense que c'est possible, et j'espère qu'ils ne passeront pas à l'acte, qu'on les stoppera avant, mais je sais pertinemment qu'ils aimeraient bien en avoir un autre.* »

L'un des principaux arguments contre [l'acteur] Charlie Sheen était qu'il n'avait pas de crédibilité sur le sujet du 11/9. Ces arguments sont ridiculisés par le fait que Sheen est vraiment un expert du 11/9, qu'il étudie méticuleusement plusieurs heures chaque jour, chose que ses détracteurs qui défendent la version officielle n'ont pas faite, pointant leurs accusations seulement au niveau de la vie personnelle de Sheen et refusant ses invitations à venir débattre avec lui sur les faits.

De plus, depuis le début, nous avons eu l'appui de personnalités éminentes et crédibles, qui ont pourtant été totalement ignorées par l'establishment médiatique. Des professeurs de physique, d'ex-conseillers de la Maison Blanche, des analystes de la CIA, le père de la Reaganomanie, le ministre allemand de la Défense, et le propre secrétaire au Trésor de Bush, tous ont fait des déclarations publiques au sujet du 11/9, mais ont été ignorés par la majorité des organes de presse.

Robert Bowman sera-t-il lui aussi laissé dans l'ombre, alors que les médias mainstream continuent de dépeindre le Mouvement pour la vérité sur le 11/9 comme le hobby d'une minorité marginale ? Robert Bowman est actuellement [en 2007 - NdT] en campagne pour le poste de représentant du 15e district de Floride au Congrès.

Article original en anglais : <http://www.disclose.tv/>

Traduction GV pour ReOpenNews

Commentaire.

Avez-vous eu cette information de premier choix dans le dernier numéro de votre journal préféré ? Evidemment non. La vérité est révolutionnaire, sauf chez les révolutionnaires ! Ils ne peuvent pas caractériser le régime américain comme démocratique et vous fournir une information qui démontre exactement le contraire. Tout est dans l'ordre des choses.

Un article de l'expansion.com du 10 juillet 2012

Ce qu'il faut retenir du palmarès des plus grandes entreprises mondiales. (11.07)

En dépit des crises financières et des catastrophes naturelles au Japon, les 500 plus grandes entreprises de la planète ont battu des records en matière de ventes et de bénéfices. Elles ont généré un chiffre d'affaires total de 29.500 milliards de dollars, soit 13,2% de plus qu'en 2010, selon le tout dernier classement annuel Fortune Global 500.

Le magazine américain remarque que les effectifs ont augmenté de 4,9% sur un an, alors que dans le même temps, le chiffre d'affaires par tête a progressé 2 fois plus vite. Il en conclut que les plus grandes entreprises mondiales exigent de plus en plus de productivité de leurs salariés.

Une nouvelle hiérarchie sur le podium

Au sommet du top 500 depuis 2 ans, Wal-Mart a été détrôné par la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell. Celle-ci affiche plus de 484 milliards de dollars de chiffre d'affaires et des bénéfices en hausse de 53,6% sur un an, à 30,9 milliards. Sur la deuxième marche du podium, on trouve également une compagnie pétrolière, l'américaine Exxon Mobil qui a gagné un rang, avec près de 453 milliards de chiffre d'affaires. Et, sur la troisième marche du podium, le géant américain de la distribution Wal-Mart rétrograde de 2 places, avec un chiffre d'affaires à près de 447 milliards de dollars.

Le haut du tableau dominé par le secteur de l'énergie

Si les compagnies pétrolières dominent sans conteste le podium, c'est bien les entreprises énergétiques dans leur ensemble qui surpassent les autres activités en terme de chiffres d'affaires. Pas moins de 8 compagnies pétrolières, ou d'énergie se positionnent dans le top 10. Et elles sont 13 parmi les 20 premières. Après les 2 premiers champions, Royal Dutch Shell et Exxon Mobil, la britannique BP est 4ème à plus de 386 milliards de dollars. Viennent ensuite 3 chinoises: Sinopec Group, China National Petroleum, dans le pétrole et le gaz et State Grid, l'entreprise nationale d'électricité.

Les géants de l'automobile devant ceux de la finance

Après l'énergie, c'est l'automobile qui se distingue, avec le japonais Toyota, 10ème entreprise mondiale, à plus de 235 milliards de dollars, l'allemand Volkswagen, 12ème, à 221,5 milliards de dollars et l'américain General Motors (19ème à 150 milliards), juste devant Daimler (148 milliards). Vient ensuite le secteur financier dominé par Japan Post Holdings, entreprise de courrier et de services financiers, numéro 13, à 211 milliards, et le groupe financier néerlandais ING Group, 18ème à 150,5 milliards.

Les entreprises chinoises s'emparent de la deuxième place

Pour la première fois, la Chine est le 2ème pays le mieux représenté dans le Top 500, derrière les États-Unis. Alors que les américaines sont au nombre de 132, l'empire du Milieu place 73 entreprises dans le classement, et détrône le Japon qui en compte 68. La Chine affiche 12 représentantes de plus que l'an passé. Et dans le même temps, l'Europe recule avec 11 entreprises de moins qu'il y a un an, 161 au total.

La première entreprise française est 11ème

À l'image de la domination générale exercée par le secteur de l'énergie, la première entreprise tricolore est une pétrolière. Total s'arroge le 11ème rang avec un chiffre d'affaires de 231,5 milliards de dollars. La compagnie pétrolière est suivie par Axa, 25ème, à 142,7 milliards.

La progression fulgurante d'Apple

La firme à la pomme a bondi de 56 places en un an et se hisse à la 55ème position, alors qu'elle est bien la première capitalisation boursière du monde. Son chiffre d'affaires a connu une progression fulgurante de 66% pour s'élever à plus de 108 milliards de dollars. Et son bénéfice, à près de 26 milliards a fait un bond gigantesque de 85%. Apple reste toutefois loin derrière son concurrent dans les smartphones, le coréen

Samsung, 20ème, à 148,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel... même si l'américain a fait quasi jeu égal au premier trimestre 2012 avec des ventes de 40 milliards de dollars.

Un article lemonde.fr du 10 juillet 2012

Coût du travail : CSG contre TVA sociale, quelles différences ? (11.07)

La question du coût du travail revient dans le débat politique. Si le camp de François Hollande le réfutait jusqu'ici, plusieurs sources indiquent que la piste d'un transfert de charges des entreprises vers cette taxe serait bel et bien à l'étude.

François Hollande a évoqué la question lors de son discours d'ouverture de la conférence sociale, lundi 9 juillet, en affirmant : "*Faire peser sur le seul travail le coût de notre dépense sociale n'est pas un bon moyen de pérenniser le financement.*" Une phrase qui pourrait sembler paradoxale, alors que le candidat Hollande refusait mordicus la TVA sociale que Nicolas Sarkozy a fait voter. Une mesure que le socialiste a promis d'abroger. Pour mieux comprendre ce débat qui peut sembler obscur, quelques éléments de compréhension.

1/ Quel est le débat sur le coût du travail ?

La question a été un des enjeux de la présidentielle : comment améliorer la compétitivité de la France, sa capacité à exporter ses productions ou à attirer des entreprises sur son sol ? Pour certains, la réponse réside notamment dans le coût du travail, jugé trop élevé en France. Si la pertinence de cette question de coût du travail et de son importance dans la compétitivité se discutent, un certain nombre d'économistes - dont par exemple le Cercle des économistes - sont convaincus qu'il faut le baisser pour relancer l'activité, et donc la croissance.

Selon ce raisonnement, plus le coût du travail est élevé, moins il devient intéressant de produire sur le sol national plutôt que de délocaliser. De même, ce coût tend également à diminuer les marges des entreprises, ce qui limite en principe leur capacité d'investissement, et donc leur croissance.

Plusieurs indicateurs servent à mesurer le coût du travail. Notamment le coût salarial horaire, qui agrège l'ensemble des dépenses liées à un salarié (salaire et charges) par heure. Ce graphique extrait d'une étude de l'Insee montre que le coût horaire dans l'industrie manufacturière ou dans les services marchands en France se situe à un niveau plutôt élevé, même s'il est très proche de celui l'Allemagne pour l'industrie, contrairement à une idée répandue.

Ces données peuvent parfois diverger d'autres études, comme celle de l'OCDE, qui marque une plus grande différence France-Allemagne, notamment car elle comptabilise les jours de congés.

Certains font valoir que le coût du travail n'est pas central dans le problème de compétitivité de la France, soulignant l'importance des positionnements industriels de chaque pays. L'Allemagne, qui exporte nombre de produits "*de pointe*" (machines-outils...) ou de niche, serait moins handicapée par un coût du travail élevé que la France, moins bien positionnée sur ces marchés.

Quoi qu'il en soit, pour les partisans d'une baisse du coût du travail, se pose ensuite la question des moyens pour y parvenir. Et de leurs conséquences.

2/ Que signifie "*transférer les charges*" ?

La solution la plus souvent évoquée pour faire baisser le coût horaire du travail est de retirer aux entreprises une partie des cotisations dont elles s'acquittent pour chaque salarié. Selon un rapport du Trésor, celles-ci représentent pour les entreprises environ 43,75 % du salaire brut en France, sans compter CSG et RDS, soit environ le double de l'Allemagne (21,03%).

Ces charges, payées par les entreprises et les salariés, financent l'essentiel de la protection sociale française : assurance-chômage, retraites, assurance-maladie, branche famille... Or, plusieurs facteurs (vieillesse de la population, hausse du chômage) font que le besoin de financement de la protection sociale tend à croître, alors même que la concurrence internationale oblige les entreprises à lutter pour rester compétitives.

Depuis plusieurs années se pose donc la question d'une modification de l'assiette du financement de la protection sociale, en mettant à contribution d'autres sources de revenus, comme la TVA ou le monde de la finance. C'est de cette réflexion qu'est née l'idée, votée en 2012 par la droite - mais que la gauche a promis de supprimer - d'une "*TVA sociale*", c'est-à-dire d'une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée, que chacun paye sur ce qu'il consomme, afin de baisser les cotisations sociales des entreprises.

3/ Qu'est-ce que la CSG et comment est-elle prélevée ?

Outre la "*TVA sociale*", l'autre piste sur la table est celle d'un mécanisme similaire, mais qui ciblerait cette fois la CSG. Créée en 1990 par Michel Rocard afin de contribuer au financement de la sécurité sociale, la contribution sociale généralisée ne frappe pas les employeurs, mais tous les autres types de revenus : salaires, mais aussi revenus du capital et dividendes, ou encore primes, indemnités et allocations.

La CSG est un impôt à assiette large, puisqu'il touche tous les revenus. Il est en outre prélevé à la source. Son taux, qui était de 1,1% en 1990, n'a eu de cesse d'augmenter depuis. Il est aujourd'hui de 7,5% des revenus d'activité, de 8,2% sur les revenus du capital, et de 6,6% sur les revenus des retraités et invalides, ou de 9,5% pour les revenus du jeu (une exonération est prévue pour les faibles revenus de remplacement comme le RSA).

Depuis la fin des années 1990, la CSG représente désormais une source de revenus plus importante que l'impôt sur le revenu, comme le montre ce graphique, extrait de l'ouvrage "*Pour une révolution fiscale*" (Seuil, janvier 2011), de Thomas Piketty, Camille Landais et Emmanuel Saez, qui préconisait une fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans un impôt unique et prélevé à la source, projet que François Hollande a longtemps porté, avant de renoncer à la mettre en oeuvre au début de son mandat.

La CSG rapportait, en 2011, 88,6 milliards d'euros, selon l'Insee, soit plus que l'impôt sur le revenu (50,6 milliards d'euros) et plus du double de l'impôt sur les sociétés (41,9 milliards), selon l'Insee. Le graphique ci-dessous, construit à partir de données de l'Insee, représente les principaux impôts acquittés en France. Comme on le voit, la CSG (en vert clair) est une part importante du total.

4/ Quelle différence entre la CSG et la TVA sociale ?

La mesure défendue par Nicolas Sarkozy portait sur une hausse de TVA destinée à compenser des baisses de charges patronales. Or, la TVA frappe la consommation, c'est-à-dire tout le monde, riches et pauvres, de la même manière (même s'il existe des taux différents de TVA, l'essentiel des produits est taxé au taux "*normal*" de 19,6%).

La CSG, elle, porte sur les revenus en général, et ne le fait pas exactement de la même manière selon les catégories (voir encadré). Un cas d'école souvent cité est celui des retraités, qui paient moins de CSG que les actifs. Un simple alignement des pensions sur le taux à 7,5% rapporterait 3 milliards d'euros par an, selon les économistes.

L'autre avantage de la CSG est d'être un impôt à assiette large : un point de CSG supplémentaire représente entre 10 et 13 milliards d'euros, soit le montant que Nicolas Sarkozy comptait transférer vers la TVA.

En revanche, la CSG touche les revenus, donc les personnes, et uniquement les Français, alors que la TVA frappe aussi les importations. L'argument est politique et a été utilisé par les partisans de la TVA sociale. A l'inverse, augmenter la CSG payée par les actifs se traduirait par une diminution du salaire net, immédiatement visible sur la fiche de paye. Une conséquence difficile à faire accepter politiquement.

L'autre différence majeure entre CSG et TVA est l'assiette touchée : la CSG frappe aussi les revenus du capital, tandis que la TVA touche la consommation. Néanmoins, ces revenus du capital ne pèsent que 12% du total du produit de la CSG, selon un rapport sénatorial. Se limiter à augmenter la TVA sur ces revenus serait a priori insuffisant pour financer un transfert de charges de nature à modifier durablement la compétitivité des entreprises françaises.

A ce stade, le gouvernement n'a pas arrêté de piste unique. Et tout reste ouvert : le transfert se fera-t-il uniquement sur les charges patronales, ou prendra-t-il aussi une part de cotisations salariales ? Autre question : le projet de fusion ou de rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG porté par François Hollande aura-t-il lieu ? Dans ce cas, la CSG deviendrait en principe progressive et plus proportionnelle qu'aujourd'hui.

Une autre possibilité existe aussi : créer une fiscalité carbone pour taxer les importations. Un projet envisagé au niveau européen, mais que François Hollande a également évoqué pour la France. Dans tous les cas, cette réflexion devrait se poursuivre jusqu'en 2014.

Six taux de CSG différents

- Un taux "*super majoré*" de 9,5% sur les revenus du jeu

- Un taux majoré de 8,2% sur les revenus de placement : revenus fonciers, revenus de locations meublées, de gains en capitaux, rentes viagères, mais aussi épargne salariale, obligations, bons du trésor, titres de créance, PEL, CSG...

- Un taux "*général*" à 7,5%, qui frappe les revenus d'activité : salaires, participation, intéressement, revenus non salariaux des professions indépendantes...

- Un taux "*allégé*" à 6,2% pour les revenus de remplacement : il frappe les allocations de chômage, et les indemnités maladie, maternité ou accident du travail.

- Un taux "*allégé*" à 6,6% qui touche d'autres revenus de remplacement : pensions de retraite ou d'invalidité, certaines allocations de préretraites (prises avant 2007).

- Un taux "*super réduit*" à 3,8% pour les plus petites pensions de retraite ou d'invalidité (moins de 61 € d'impôts sur le revenu).

- Une exonération totale pour les plus faibles revenus de remplacement (moins de 9 347 € de revenu fiscal par an) et pour certaines aides sociales : le RSA, le minimum vieillesse, la prime de rentrée scolaire, l'allocation parent isolé, les allocations de veuvage...

Un article de lexpansion.com du 10 juillet 2012

La feuille de route sociale du gouvernement Ayrault. (11.07)

La grande conférence sociale s'est achevée ce mardi 10 juillet, après deux jours de débats entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, par un discours de Jean-Marc Ayrault dans l'hémicycle du palais d'Iéna. L'occasion pour le Premier ministre de dévoiler le calendrier des grandes réformes et négociations sociales du quinquennat de François Hollande. En voici la teneur:

Dialogue social et représentativité syndicale

Afin de perpétuer "*l'esprit qui a guidé ces travaux au sein d'une instance permanente*", un lieu de dialogue et d'expertise, ouvert à l'ensemble des acteurs sociaux, un conseil ou un commissariat du dialogue social et de la prospective, va être créé. Jean-Marc Ayrault a également annoncé qu'un "*bilan*" de la loi sur la représentativité syndicale, votée en 2008, sera mené au second semestre 2013. Le patronat devra aussi se saisir de la question de sa propre représentativité. Des dispositions sur la transparence des financements des comités d'entreprises, dont un grand nombre ont fait scandale - Air France, SNCF, etc.- seront adoptées début 2013. La question de la présence des salariés dans les conseils d'administration doit également être abordée

Emploi

"*Allons-nous laisser notre pays demeurer le théâtre de plans sociaux qui se multiplient, qui minent la confiance et le moral des salariés et de l'ensemble des acteurs de l'économie?*", s'est interrogé le Premier ministre. Il a promis que le dispositif du chômage partiel serait "*amélioré*" dès la rentrée 2012. Il souhaite également que soient votées dans le projet de loi de finances pour 2013, c'est-à-dire cet automne, deux promesses de campagne de François Hollande: les emplois d'avenir pour les jeunes en difficultés et le contrat de génération qui vise à insérer les jeunes dans l'emploi tout en y maintenant les seniors. Charge aux partenaires sociaux de négocier cet été sur ces deux contrats.

Par ailleurs, la négociation "*compétitivité-emploi*" lancée par Nicolas Sarkozy pour permettre aux entreprises d'adapter le travail en cas de baisse d'activité n'est en revanche "*plus à l'ordre du jour*", a indiqué Jean-Marc Ayrault qui propose d'ouvrir à la place une démarche pour "*sécuriser l'emploi*". Le gouvernement transmettra en septembre 2012 un document d'orientation sur la base duquel les partenaires sociaux seront invités à négocier, d'ici à la fin du premier trimestre 2013. Il s'agira tout d'abord de lutter contre la précarité de l'emploi, en renchérissant le coût des cotisations chômage des CDD, temps partiel subi et intérim. Ensuite, le gouvernement souhaite encadrer les licenciements abusifs et en cas de fermeture de site rentable, obliger les entreprises à chercher un repreneur.

Formation professionnelle

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault souhaite qu'un plan d'urgence soit mis en oeuvre rapidement au niveau régional pour agir sur trois volets: diminuer le nombre de jeunes entrant sans qualifications sur le marché du travail, former les salariés menacés de licenciement et renforcer la formation des chômeurs.

Salaires

Une réforme du Smic (salaire minimum) sera présentée avant la fin de l'année, après une concertation entre un groupe de travail interministériel et les partenaires sociaux. "*Comme l'engagement en avait été pris par le président de la République, nous souhaitons permettre une évolution des règles de revalorisation du Smic visant à mieux intégrer la croissance*", a précisé le Premier ministre. Des actions seront lancées dans les branches qui présentent aujourd'hui un minimum conventionnel inférieur au Smic. Par ailleurs, la prime dividende créée sous Nicolas Sarkozy, sera supprimée. Cette prime annoncée en avril 2011 sous l'appellation de "*prime à 1000 euros*" devait être versée par les entreprises de plus de 50 salariés ayant versé un dividende en progression par rapport à la moyenne des deux années antérieures. En septembre dernier, les premières primes sur le partage des profits qui devaient être négociées atteignaient des montants très variables allant de 100 à 600 euros, des niveaux en deçà des prévisions du gouvernement.

Enfin, le gouvernement présentera, avant la fin de l'année 2012, un projet de loi visant à encadrer les rémunérations "abusives" dans le privé.

Compétitivité des entreprises

Le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a confié mardi au commissaire général à l'investissement Louis Gallois *"une mission sur la compétitivité (des) entreprises"* françaises, avec l'objectif de "préparer la mise en oeuvre d'actions concrètes d'ici la fin de l'année" pour améliorer leur "environnement". *"Nous devons veiller à ce que leur environnement réglementaire, administratif et fiscal soit propice à leur développement et les freins qui existent encore aujourd'hui doivent être levés"*, a-t-il ajouté. En outre, d'après le chef du gouvernement, *"au-delà des questions de financement, l'image de l'industrie doit être revalorisée auprès des jeunes et les métiers techniques confortés. La semaine de l'Industrie peut participer à cet objectif en devenant un rendez-vous annuel incontournable"*. *"Tous ces sujets sont essentiels et imposent des avancées rapides"*, a souligné Jean-Marc Ayrault.

Retraites et protection sociale

Le financement de la protection sociale fera l'objet d'une réforme législative en 2013, après avoir concerté les partenaires sociaux. *"S'agissant du financement de notre système de protection sociale, il nous faut en effet trouver rapidement des perspectives, tant pour assurer l'avenir de la protection sociale que pour améliorer la compétitivité de nos entreprises"*, a expliqué Jean-Marc Ayrault. Selon lui, *"plusieurs solutions sont sur la table, il faut les prendre en considération. La conférence a fait apparaître des différences d'appréciation, mais a permis de dégager un accord, sinon sur les solutions - ce n'était pas son rôle - du moins sur le calendrier de travail"*.

Ainsi, *"pour élargir et diversifier les sources de financement de notre système de protection sociale, le gouvernement saisira le Haut Conseil du financement de la protection sociale dès le mois de septembre 2012"*, a-t-il précisé. Ce dernier *"réalisera un diagnostic sur les modalités actuelles de financement de notre protection sociale, précisera le partage entre les besoins de protection sociale relevant d'une approche contributive et ceux qui relèvent d'une approche non-contributive"*. *"Il dessinera les évolutions possibles du système actuel, notamment en termes de diversification des recettes"*, a encore dit M. Ayrault sans toutefois faire allusion à une éventuelle hausse de la CSG, largement évoquée lors de cette conférence.

Le Premier ministre français a également annoncé qu'une "concertation" serait menée sur les retraites à partir du "printemps 2013". A partir des travaux du Conseil d'orientation des retraites, *"une commission ad hoc formulera au début de l'année 2013 différentes pistes de réforme"*, a précisé le Premier ministre, ajoutant que la concertation avec les partenaires sociaux débiterait ensuite, au "printemps 2013".

Fonctionnaires

"Je propose (...) une concertation, à l'automne, pour établir un diagnostic des politiques menées au cours des dernières années en matière d'évolution de carrière, de rémunération et de mobilité des fonctionnaires", a déclaré Jean-Marc Ayrault. *"Elle devra poser les bases d'une méthode de travail, autorisant, dans un contexte financier durablement contraint, une politique de rémunération garantissant les perspectives de carrière des agents"*, a-t-il ajouté. Le Premier ministre a également indiqué qu'il souhaitait mettre en place *"un nouvel espace de concertation"* pour débattre du bilan de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), vaste programme de réforme qui s'est traduit notamment par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux pendant le précédent quinquennat et auquel le gouvernement a décidé de mettre fin. Selon le Premier ministre, une négociation sera par ailleurs *"ouverte dès le quatrième trimestre 2012 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qui pourrait permettre de conclure le premier accord en la matière dans la fonction publique"*. Une concertation sur les moyens mis à disposition des syndicats sera également engagée en septembre 2012 et une autre sur la prise en compte de l'exercice des fonctions syndicales dans les parcours professionnels s'ouvrira dès le premier semestre 2013, a-t-il ajouté. Une autre concertation sera également ouverte, dès l'automne 2012, pour mieux répondre aux enjeux de la diversité, du handicap, de l'emploi des seniors et de l'accès des jeunes peu qualifiés à la fonction publique. Un accord-cadre sur la prévention des risques psycho-sociaux (stress, violences, etc.) sera également proposé à la négociation dès la rentrée 2012, a annoncé le Premier ministre.

Réaction

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a conclu la grande conférence sociale en tentant de n'oublier personne dans son discours de ce mardi. Qu'en ont pensé les partenaires sociaux? La plupart saluent "un *renouveau du dialogue social*", mais beaucoup regrettent l'absence de "dispositions pour faire face à l'urgence, aux plans de restructuration et aux fermetures de sites". Autre dossier attendu mais pas encore ouvert: l'emploi et les salaires dans la fonction publique. Réactions.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO

"Il y a un gros travail qui nous attend mais le dialogue social est apaisé donc on est plutôt satisfait ce soir. On a le sentiment que le discours du Premier ministre n'était pas prêt il y a deux jours mais a été préparé compte tenu des débats dans les conférences et ça c'est un élément intéressant. On ne sera pas d'accord sur tout mais il y a des éléments positifs. J'obtiens la création d'un commissariat au dialogue social et à la prospective, c'est un élément important. Il y aura des tensions sur les sujets à venir (...) je pense à la fonction publique, aux retraites, au financement de la protection sociale".

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT

"Je crois que la démarche telle qu'initiée correspond à ce qu'on attendait. Le résultat n'est pas obligatoirement satisfaisant sur tous les sujets. Cependant l'essentiel y est, c'est-à-dire des éléments soumis à la concertation sur l'emploi. Je pense en particulier aux emplois d'avenir, au chômage partiel mais aussi au problème de la compétitivité des entreprises et à une réflexion sur l'évolution de notre système de retraite. Inévitablement il y a des déceptions, autour de la fonction publique et des services publics. On sait très bien que les moyens sont limités dans ce domaine là. C'est un agenda chargé, on se demande même s'il faut prendre des vacances".

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

"On est sur un cap nouveau, une démarche tout à fait différente. Le fait que la place du dialogue social, des interlocuteurs sociaux soit confirmée, montre un volontarisme politique à l'égard des organisations de salariés sans comparaison avec ce que nous avons vécu ces cinq dernières années. Il y a de nouveaux points d'appui pour se faire entendre sur toute une série de sujets. Plusieurs des rendez-vous cités dans l'agenda du Premier ministre reprennent des demandes précises que nous avons formulées. Je pense au bilan sur les aides publiques des entreprises, à la convocation de la commission pour agir contre le travail illégal".

"Le loupé à ce stade, c'est qu'il n'y a aucune disposition pour faire face à l'urgence, aux plans de restructuration et aux fermetures de sites. Je regrette qu'il n'y ait pas de mesures rapides à ce propos".

Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC

"Il y a des aspects positifs sur la méthode. Sur les orientations et les choix faits pour résoudre les problèmes de l'emploi nous souhaitons davantage de volontarisme et d'initiative. Le gouvernement est dans un exercice d'équilibriste compliqué qui consiste à démontrer qu'il agit quotidiennement pour résoudre les problèmes du pays et qu'il prend le temps de la concertation pour répondre aux enjeux du pays. Exemple avec le coût du travail et l'allègement des charges pour redynamiser notre économie: le Premier ministre renvoie cela à 2013 pour des décisions éventuellement en 2014. Nous espérons qu'il ne sera pas trop tard pour sauver notre économie et redynamiser l'emploi dans notre pays."

Philippe Louis, président de la CFTC

"Les salariés sont enfin pris en compte. Cela fait longtemps qu'on demande que des négociations soient enfin rouvertes sur la pénibilité, que nous disons que les CDD sont vraiment un fléau et là enfin on est entendu. On a l'impression d'arriver à un renouveau du dialogue social. Les partenaires sociaux et le pluralisme sont reconnus."

Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa

"De nouveaux rendez-vous nous sont fixés. C'est un défi qui nous est lancé pour savoir si nous serons en mesure de rentrer dans cette nouvelle ère de démocratie sociale à laquelle nous aspirons. Cette conférence augure bien de la suite. Nous ne sous-estimons pas les difficultés que nous avons, nous sommes prêts à relever le défi".

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU

"Le dialogue social est renouvelé aujourd'hui. Un certain nombre de chantiers ont été ouverts, sur l'emploi, les retraites, la formation tout au long de la vie. Il y a beaucoup d'actes et de mesures qui sont attendus car le dialogue social doit répondre aux besoins de notre société. Il y a aussi des absences: nous aurions aimé l'ouverture rapide de discussions sur l'emploi public et sur les salaires des agents de la fonction publique. Nous continuerons de porter les dossiers qui n'ont pas été ouverts aujourd'hui concrètement par le Premier ministre."

Laurence Parisot, présidente du Medef :

"La méthode initiée par le président de la République, de concertation, d'échange, de respect à l'égard des partenaires sociaux est une bonne méthode et nous saluons le processus qui s'est déroulé pendant ces deux journées", a-t-elle déclaré à la presse.

"Nous sommes étonnés de constater que la feuille de route présentée par le Premier ministre (Jean-Marc Ayrault) ne tient pas compte du tout de ces réalités économiques que vivent les entreprises et singulièrement les petites et les moyennes entreprises", a poursuivi Laurence Parisot.

"Ce premier point est pour nous un problème et une déception", a-t-elle souligné. (Nouvelobs.com)

Jean Lardin, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA)

"Le Premier ministre renforce l'idée d'une concertation préalable aux réformes. Un bilan sera fait sur la représentativité syndicale et tout le monde attend que dans le camp patronal, on se mette d'accord sur la méthode pour mesurer la représentativité. Inutile de dire que pour l'UPA, la règle sera une entreprise, une voix".

Jean-François Roubaud, président de la CGPME

"La feuille de route adressée par le Premier ministre est un point de départ pour l'ensemble des chantiers. Ont été mises en exergue les difficultés économiques de notre pays. Des commissions vont travailler en urgence pour les dossiers les plus pressés".

Un article de l'expansion.com du 13 juillet 2012

Athènes prépare un plan d'économies de 11,5 milliards d'euros. (14.07)

Ce tour de vis supplémentaire est réclamé par l'UE, la BCE et le FMI comme préalable à la poursuite de l'aide financière à la Grèce. Il devrait se traduire par des coupes dans les prestations sociales et la suppression d'ici 2015 de 150.000 postes dans la fonction publique.

Après l'Espagne et son plan d'austérité de 65 milliards d'euros, la Grèce planche à son tour sur les nouvelles mesures d'économies d'un montant de 11,5 milliards d'euros qui doivent convaincre l'Europe de débloquer une nouvelle aide financière. Les directeurs financiers des ministères étaient réunis vendredi pour détailler ce programme de mesures budgétaires sur deux ans, réclamé par la troïka des créanciers (Union Européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Il doit leur être présenté à partir du 24 juillet, quand cette délégation tripartite reprendra à Athènes sa mission d'audit des comptes grecs.

Selon l'accord initial, les économies de 11,5 milliards d'euros doivent pour l'essentiel provenir de coupes dans les prestations sociales et de l'allègement de taille du secteur public, avec la suppression d'ici 2015 de 150.000 postes et d'organismes étatiques. Après sa prise de contact avec ses homologues européens lundi et mardi à Bruxelles, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, avait indiqué que pour 2012 le gouvernement entendait mettre en oeuvre quelque 3 milliards d'euros d'économies promises aux bailleurs de fonds et en souffrance depuis mars. Athènes s'est par ailleurs engagé à accélérer et élargir un vaste plan de privatisations, censé rapporter quelque 19 milliards d'euros d'ici 2015.

Le gouvernement entend parallèlement renégocier avec partenaires et prêteurs un sursis supplémentaire de deux ans, qui renverrait à fin 2016 le retour à l'équilibre budgétaire, a réitéré cette source. L'UE et le FMI n'ont ni fermé la porte à un tel assouplissement, ni fait des promesses aux Grecs. *"Nous avons toujours fait preuve de flexibilité et disposition à discuter, mais (...) nous ne pouvons rien changer sur les objectifs finaux"*, a réaffirmé le commissaire européen à la politique régionale, Johannes Hahn, lors d'une conférence de presse en visite à Athènes.

Les bailleurs de fonds ont conditionné leur aide financière au pays à la relance des efforts de redressement. Sans cette perfusion, le pays risquerait d'être en cessation de paiement. Le plan d'économies budgétaires en cours d'élaboration doit être soumis pour approbation mercredi aux trois partis membres de la coalition gouvernementale, qui réunit les conservateurs de M. Samaras, les socialistes (Pasok), emmenés par Évangélos Vénizélos, et la gauche modérée, dirigée par Fotis Kouvelis, a précisé la même source ministérielle.

Un article du **Nouvel Observateur** du 13 juillet 2012

Après PSA, la casse sociale continue. (14.07)

75.000 emplois sont sur la sellette, dans tous les secteurs. Revue des mauvaises nouvelles à venir.

Avec le "séisme" PSA, le principe de réalité s'est brusquement imposé au gouvernement et à l'opinion. Mais ce n'est pas une surprise. La CGT a remis en mai dernier au Premier ministre une "*liste noire*", fiche recensant 46 entreprises ou sites en France menacés par des licenciements. A l'époque, près de 45.000 emplois étaient sur la sellette, mais certaines sources réévaluent désormais ce chiffre à hauteur de 75.000. Dans tous les secteurs : industrie, services, grande distribution... Revue des mauvaises nouvelles.

Industrie

- Le 24 juillet, le tribunal de commerce de Rouen doit se prononcer sur le sort de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. Il pourra soit retenir un projet de cession, soit prononcer l'arrêt de l'activité, soit encore proroger cette période. Deux dossiers de reprise sont finalisés, mais cinq autres seraient en cours de constitution et certains repreneurs potentiels ont demandé un délai. Arrêtée courant janvier après la faillite de sa maison mère suisse, la raffinerie qui emploie 550 salariés fonctionne à nouveau depuis le 14 juin pour honorer un contrat ponctuel conclu en février avec Shell. Sur les autres fronts, les nouvelles sont moins bonnes.

- Technicolor, entreprise spécialisée dans la production de décodeurs numériques, a confirmé la cessation de paiement de l'usine d'Angers (Maine-et-Loire), où 350 travailleurs pourraient perdre leur poste.

- A Florange (Moselle), deux haut-fourneaux employant 550 salariés à l'aciérie ArcelorMittal sont à l'arrêt. Aurélie Filipetti a promis pendant la campagne législative dans le département que le gouvernement "*tiendra ses engagements*" et "*trouvera des solutions*". 200 à 300 emplois sont menacés.

- Dans l'agro-alimentaire, le numéro un européen de la volaille Doux pourrait supprimer 3.400 emplois.

Industrie automobile

L'annonce de PSA Peugeot Citroën, qui prévoit 8.000 suppressions de postes en France, pourrait n'être qu'un début, la production de voitures neuves ayant chuté au 1er trimestre pour PSA (2,3%) et plus encore pour Renault (12,6%). Plusieurs périodes de jours non-travaillés ont été décrétées depuis le début de l'année par Renault à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime). En cause : "*la baisse du marché européen*", selon le comité d'entreprise. Près de 2.000 travailleurs sont concernés. Une bonne nouvelle toutefois : le maintien de l'activité de l'usine General Motors Strasbourg, moyennant un gel des salaires pendant deux ans et l'abandon de certaines journées de RTT. Près de 1.000 employés y travaillent.

Transports

Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux Transports et à l'Economie maritime, a lui aussi de quoi s'occuper :

- Une semaine après la présidentielle, le constructeur de camions de pompiers Camiva annonçait à ses 171 salariés la fermeture de son usine de Savoie.

- Le président d'Air France, Alexandre de Juniac, a annoncé le 21 juin un plan en trois ans qui prévoit 5.122 suppressions de postes d'ici à la fin 2013 : 1.712 viendront du non remplacement des personnes parties à la retraite et 2.056 de départs volontaires de salariés du sol. Le solde, soit 1.354 emplois, sera obtenu par la mise à temps partiel de navigants. Des dispositions justifiées par les pertes de la compagnie et la sortie prévue de 34 avions de la flotte moyen-courrier d'ici à 2014.

- Les voyagistes veulent eux aussi réduire leurs effectifs. Tui France (Nouvelles Frontières, Marmara...), comme Thomas Cook, ont affiché des pertes record l'an dernier et déjà annoncé 484 suppressions d'emploi. Fram réunit un nouveau comité d'entreprise extraordinaire vendredi 13 juillet avec à la clé 70 possibles suppressions d'emplois. Selon le Syndicat national des agents de voyage, 5.000 emplois ont déjà été

supprimé dans la profession depuis trois ans en raison de percée d'internet, des crises économiques et géopolitiques à répétition.

Banque

30.000 postes chez HSBC, 3.000 pour UBS, 7.000 pour la Commerzbank... De nombreuses banques européennes procèdent à des plans sociaux depuis le début de l'année. Certains établissements français envisagent également de réduire la voilure. 2.000 postes seraient touchés sur le territoire.

- La Société Générale a annoncé un plan de sauvegarde de l'emploi le 2 avril dernier. 880 salariés du pôle financement et investissement du groupe doivent quitter l'entreprise. Mais près de 2.000 ont déjà demandé à partir. Explication : la pression sur les résultats et... la possibilité de partir avec un bonus alléchant.

- Dans cette même branche, BNPParibas a également lancé un plan de départs volontaires. 373 postes sont concernés, mais pour l'instant, l'objectif n'a pas encore été atteint par la banque.

- Le Crédit Agricole, qui souhaite se délester de 550 postes, est dans la même situation.

Télécoms

- SFR, deuxième opérateur télécoms français, a lancé mardi 3 juillet sa réorganisation stratégique, visant à contrer l'arrivée fracassante de Free Mobile sur le marché. L'entreprise présentera en novembre un plan de départs volontaires.

- Du côté de Bouygues Telecom, la direction a présenté aux syndicats le 3 juillet un plan de départs volontaires visant 556 postes, dont l'objectif est, comme chez SFR, de "*sauvegarder sa compétitivité*" face aux dégâts provoqués par les bas tarifs de Free.

- Chez France Télécom-Orange, le directeur des ressources humaines Bruno Mettling a indiqué le 10 juillet que le volume des départs non remplacés au sein du groupe, qui emploie 100.000 personnes en France, sera fixé "*avant la fin de l'année*". A l'heure actuelle, quelque 2.000 salariés quittent le groupe chaque année, un nombre qui va monter en puissance pour atteindre quelque 6.000 départs annuels dans les années 2020.

Les laboratoires pharmaceutiques

- Sanofi pourrait annoncer prochainement la suppression de 2.500 emplois. Et c'est loin d'être le seul laboratoire à réduire ses effectifs en France. L'industrie pharmaceutique a annoncé 28 plans de sauvegarde de l'emploi pour la seule année 2011, indiquait en janvier le président du Leem, syndicat des fabricants de médicaments.

- Par ailleurs, la plupart des filiales des grands groupes pharmaceutiques étrangers ont réduit la voilure. Fin 2011, Pfizer et Novo Nordisk ont annoncé des baisses d'effectifs en France. En 2010, Merck et Lilly ont supprimé respectivement 800 et 250 postes. Confrontés au déclin des médicaments de marque, remplacés par des génériques, le nombre de visiteurs médicaux est passé de 23.800 fin 2004 à moins de 18.000 fin 2011. Il y en aura probablement moins de 12.000 en 2020, estiment "*les Echos*".

Grande distribution

Force ouvrière prévoit la suppression de 12.000 postes dans la grande distribution. La réduction des rayons non-alimentaires et la réorganisation du management dans la branche pourraient entraîner des milliers de licenciements.

- Premier concerné : Carrefour. Les syndicats ont été en partie rassurés par leur rencontre avec leur nouveau patron, Georges Plassat, début mai. Bruno Montry, délégué central CFDT adjoint, "*est tout de même resté sur sa faim*" concernant l'avenir des salariés. Fin avril, les organisations disaient redouter près de 3.000 licenciements dans le groupe.

- Le tableau est plus noir encore chez Auchan. Le Plan de transformation de l'entreprise (PTE) implique une suppression de 1.700 postes d'ici 2014. *"Auchan a été très fort dans sa communication en disant que l'entreprise ne supprimait pas de postes mais en créait grâce à des ouvertures prochaines de magasins"*, estime Pascal Saeyvoet, délégué syndical FO. De l'art de faire passer les salariés du bureau au rayon frais...

- Chez Leader Price (groupe Casino), le plan social fermant dix magasins a été annulé par la justice jeudi 24 mai, qui pointe l'absence de *"motif économique"* à cette restructuration. 87 emplois étaient concernés. Leader Price a fait appel de la décision.

- Conforama : la justice se prononcera le 26 juillet sur l'avenir du plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant la suppression de 288 postes au service après-vente de Conforama, après que les élus du comité central d'entreprise (CCE) ont assigné la direction pour en demander la suspension.

Produits culturels

- La Fnac a lancé en janvier un plan de départs volontaires portant sur 510 postes, dont 310 en France.

- Virgin, enseigne contrôlée par Butler Capital Partners a déjà annoncé la fermeture de ses magasins de Metz et de Toulouse. A la clef, la disparition de 15 et 31 emplois. Au total, l'enseigne devrait supprimer, sans départs volontaires, 80 postes sur 1.200.

Et aussi

- L'avenir de Neo Security, branche opérationnelle de Néo Sécurité, qui emploie 5.100 personnes, n'est pas encore tranché. Les sociétés de services aux entreprises Fiducial et Sofinord ainsi que le fonds Caravelle étaient encore en lice jeudi 13 juillet pour la reprise de la société de gardiennage, en redressement judiciaire depuis le 18 juin.

- Le plan de réduction d'effectifs lancé par le géant américain de l'informatique Hewlett-Packard (HP) doit se traduire en France par la suppression d'environ 520 postes d'ici 2014 sans licenciements. La direction de HP a annoncé le 23 mai la suppression de 27.000 emplois dans le monde d'ici au 31 octobre 2014, dont 9.000 dès cette année.

Un article de l'AFP du 13 juillet 2012

Le séisme PSA Peugeot Citroën plonge les sous-traitants dans l'incertitude. (14.07)

60% des composants d'une voiture produite en France par PSA sont achetés dans l'Hexagone et, pour chaque ouvrier d'une usine automobile, il y a deux ou trois salariés sous traitants: c'est donc avec appréhension que le secteur accueille le plan de dégraissage du groupe.

"Si on prend une usine, on peut considérer que pour un emploi dans l'usine il y a 2 à 3 emplois induits", rappelle l'analyste Carlos Da Silva, de IHS Automotive, qui ajoute que le secteur fait déjà face à un "marché déprimé".

En France, la sous-traitance auto employait fin 2011 plus de 85.000 personnes, selon la Fédération des industries des équipements pour Véhicules (Fiev).

L'annonce de PSA Peugeot Citroën de supprimer 8.000 postes et fermer le site d'Aulnay, près de Paris, "est une mauvaise nouvelle qui se rajoute à des mauvaises nouvelles", a réagi Michel Cognet, le PDG de Chomarat Textiles industries (CTI), fournisseur ardéchois de tissu industriel (680 personnes), et déjà soumis à un plan social, interrogé vendredi par l'AFP.

"Cela aura forcément un impact", a-t-il prévenu.

"Nous avons aujourd'hui sur la carte de France de nombreuses difficultés dans la sous-traitance de rang deux qui nous préoccupe", déclarait la semaine dernière à l'AFP le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Dans l'Est, en Franche-Comté et en Alsace (332 entreprises et près de 70.000 emplois sur les deux régions), "on est vigilant, sans être dans le catastrophisme, et on est prêt à accompagner la filière automobile à faire le dos rond", selon Gilles Cassotti,

Commissaire au redressement productif en Franche-Comté.

"Le but est d'éviter les fermetures en cascade", selon lui.

Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne. Le gros groupe Faurecia, filiale de PSA, a par exemple estimé que la fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay "n'aura pas de conséquence significative".

"Les sous-traitants de rang 2 et 3 (qui ne travaillent pas directement avec le constructeur, ndlr) risquent d'être plus fragilisés", a déclaré à l'AFP Cyril Keller, délégué du syndicat CGT chez Faurecia.

"Nous les petits nous passerons inaperçus. Nous allons vers une descente catastrophique pour tous les salariés", pour Marie-Astrid Mladenovic, délégué CGT chez Trevest à Etupes à l'Est, sous-traitant de rang 2 de Faurecia.

L'anticipation sera-t-elle suffisante ?

Damien Baudry, le directeur de Cooper Standard, qui fabrique des joints en caoutchouc à Rennes (1.000 salariés), estime "qu'il est difficile à ce stade de mesurer les conséquences".

"On avait pris des mesures en anticipation, mais on ne peut pas dire que ce sera suffisant", a-t-il ajouté, alors que le groupe "représente 75% de son chiffre d'affaires".

"Depuis quelques mois, il y a eu une baisse importante des volumes à produire, notre chiffre d'affaires a baissé de 15% environ depuis avril", a-t-il souligné, ajoutant que des mesures de chômage partiel ont été prises.

En Bretagne (ouest), la filière automobile emploie 17.000 personnes, selon la chambre de commerce et d'industrie de Rennes.

En Seine-Saint-Denis (nord), le conseil général n'a "*pas encore de mesure fine*".

"Il est encore trop tôt par rapport aux annonces qui viennent d'être faites. Il faudra voir dans les prochains mois quel sera l'impact en Bourgogne" (sud-est), selon Edgard Dager, directeur général d'AutoBourgogne, association des sous-traitants locaux.

Avec 130 sociétés et 13.000 employés, la sous-traitance bourguignonne dégage un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros "*deux fois le chiffre d'affaires de la filière vins*", selon M. Dager.

D'autres acteurs, notamment dans les régions moins concernées, sont moins inquiets.

"L'impact des annonces de PSA sera limité sur les sous-traitants du Nord/Pas-de-Calais (nord) puisqu'ils travaillent à 90% pour le site de Sevelnord, où pour l'instant aucune suppression de poste n'a été annoncée", selon Jean-Pierre Delannoy, responsable régional du syndicat CGT de la métallurgie et de l'automobile.

Chez Continental Automotive France, qui fournit de l'électronique à PSA, les fermetures de site n'auront "*pas de conséquence directe*", selon la direction.

Le groupe, qui dispose de trois unités de production dans la région toulousaine (sud-ouest), avait anticipé une baisse des commandes en 2012, mais "*la difficulté est largement supérieure à ce qu'on avait prévu*".

Un article de l'AFP du 13 juillet 2012

Traité budgétaire européen: le Conseil constitutionnel saisi. (14.07)

Le Conseil constitutionnel dira d'ici un mois s'il faut ou non réviser la Constitution pour adopter le traité budgétaire européen et notamment sa règle d'or d'équilibre des finances publiques, une révision que le gouvernement préférerait éviter.

Faut-il réviser la Constitution ou peut-on simplement passer par une loi organique comme le voudrait le gouvernement?

François Hollande a saisi vendredi le Conseil en vertu de l'article 54 de la Constitution prévoyant que si le Conseil constitutionnel juge qu'un traité "*comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution*".

Ce traité sur "*la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*", signé le 2 mars, vise à renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro, avec l'adoption dans tous les pays de "règles d'or" sur l'équilibre des comptes publics.

Immédiatement après avoir obtenu, le 29 juin à Bruxelles, l'adoption par l'Union européenne d'un "*pacte de croissance*" de 120 milliards d'euros, François Hollande avait levé sa réserve sur le "*pacte budgétaire*", négocié par son prédécesseur Nicolas Sarkozy et qu'il bloquait jusque-là.

La mesure la plus emblématique de ce pacte voulu par l'Allemagne est une "règle d'équilibre budgétaire", dont les Etats devront se doter, sous peine de sanctions financières de la Cour de justice européenne.

Elle prévoit que les Etats s'engagent à avoir des "*budgets équilibrés*" ou "*en excédent*" sur un cycle économique, soit dans le détail un déficit structurel (hors éléments exceptionnels et service de la dette) d'un niveau maximal de 0,5% du produit intérieur brut.

Cette "*règle d'or*" doit prendre la forme de "*dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles*" ou en tout cas dont "*le plein respect*" est "*garanti*", selon le pacte budgétaire.

Le gouvernement voudrait bien éviter d'avoir à réunir le Parlement en Congrès, ce qui serait une option plus risquée pour lui. Il doit en effet y obtenir la majorité des 3/5e, et donc recourir au soutien de voix de l'opposition. Et ce alors même qu'il y a un an le PS refusait de voter une règle d'or adoptée à l'Assemblée et au Sénat.

Christian Jacob (UMP), de même que Gilles Carrez, président de la commission des Finances, veulent une loi constitutionnelle pour qu'il y ait véritablement une sanction le cas échéant.

"*Je voterai en conscience cette règle d'or au-delà de toute considération politique*", a déclaré Gilles Carrez dans un entretien à paraître samedi dans Le Figaro. Il y parle du "*reniement*" des socialistes.

Le groupe centriste à l'Assemblée (Union des démocrates et indépendants) a lui déposé un amendement au projet de loi de finances rectificative, qui vient lundi devant les députés, pour autoriser cette ratification.

Mais le gouvernement va devoir aussi d'ici la rentrée arrondir les angles dans son propre camp.

Le communiste André Chassaigne, président du groupe Gauche démocratique et républicaine (GDR) à l'Assemblée, a exigé l'organisation d'un référendum.

"*Attentiste*", ainsi résumait la position de son groupe, le coprésident du groupe écologiste François de Rugy récemment. "*Nous attendons aussi de voir s'il y a un vote sur tout le paquet ou sur chaque texte*", expliquait-il.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault leur a promis de la "*concertation*" sur le sujet.

Quant au député PS Henri Emmanuelli, qui avait voté non au référendum de 2005, il a indiqué vendredi à l'AFP qu'il attendait de savoir quels textes seraient soumis au Parlement pour déterminer sa position.

Commentaire.

Pour Emmanuelli, il s'agit uniquement de tenter de sauver les apparences, le régime a besoin du PS autant que ceux qui vivent à ses crochets, facile à comprendre, non ?

Deux articles de l'AFP du 14 juillet 2012

Sur la situation en Espagne (deux articles). (15.07)

Espagne: 56 milliards d'euros attendus du plan de rigueur, future taxe sur l'énergie

Le nouveau plan de rigueur historique approuvé vendredi en Espagne devrait rapporter quelque 56 milliards d'euros, selon un document officiel publié samedi qui annonce de nouvelles mesures à venir comme "*une taxation sur l'environnement et l'énergie*".

Mariano Rajoy a annoncé mercredi un nouveau tour de vis de 65 milliards d'euros d'ici à fin 2014, qui s'ajoute à un budget de rigueur exceptionnel de 27,3 mds déjà adopté en mars pour l'année 2012.

Le gouvernement a adopté vendredi un train de mesures dans le cadre de ce plan mais sans fournir de chiffres précis.

Au total, 56,44 milliards d'euros devraient être récupérés grâce à ce plan, selon un document publié en anglais sur le site du ministère de l'Economie. Mais les quelque 8,5 milliards manquants devraient provenir en partie d'une hausse des taxes sur l'énergie, dont l'électricité.

"*L'impact de ces mesures est approximativement de 13,5 milliards d'euros jusqu'à fin 2012, de 22,9 mds en 2013 et de 20 mds d'euros en 2014*", est-il écrit.

Mais "*ce calcul exclut l'évaluation de l'impact de mesures à venir, dont la taxation sur l'environnement et l'énergie, qui sera annoncée ultérieurement*", ajoute le document.

La presse évoque depuis plusieurs jours une forte hausse des taxes sur l'électricité qui serait supportée à la fois par les entreprises du secteur et par les consommateurs.

29 milliards devraient venir de l'augmentation des taxes et de la réduction des dégrèvements fiscaux (34 milliards moins 4,98 milliards correspondant à une diminution des cotisations salariales pour baisser le coût du travail), tandis que 27 milliards d'économies sont attendues des coupes budgétaires.

Les "*indignés*" espagnols manifestent contre le plan de rigueur

Aux cris de "*démission*" ou "*honte*", plusieurs milliers d'"*indignés*" ont manifesté vendredi soir à Madrid contre les coupes budgétaires de 65 milliards d'euros décidées par le gouvernement, défilant dans les rues de la ville où ont éclaté des heurts avec la police.

Criant "*ils s'en mettent plein les poches, ohé, ohé, ohé*", les manifestants, dont beaucoup de jeunes, encadrés par une vingtaine de fourgons de police, s'étaient donné rendez-vous devant le siège du Parti populaire (PP) du chef du gouvernement Mariano Rajoy.

"*Je suis venue parce que je ne vois pas d'avenir. Nous n'avons pas de travail, ils nous enlèvent le système de santé et l'éducation*", lançait Maria Jimena, une jeune fille de 25 ans qui vient de terminer des études de journalisme. "*Et en plus, maintenant, ils s'en prennent même aux chômeurs*".

Portant des pancartes avec des slogans habituels du mouvement, comme "*ils appellent cela démocratie, et ça ne l'est pas*", ils ont ensuite pris la direction du siège du Parti socialiste, d'opposition, qu'ils accusent d'incompétence face à la crise, tout comme la droite.

Alors qu'ils tentaient d'approcher, les policiers anti-émeutes les ont repoussés, chargeant à coups de matraques, avant que les manifestants ne prennent la direction du Parlement, aux cris de "*Grève illimitée*", "*Ce sont nos armes*", levant les mains au ciel, "*Ils ne nous représentent pas*", visant ainsi la classe politique.

"*Avec ces coupes, ils nous mènent à la ruine*", affirmait Pedro Lopez, un manifestant de 30 ans qui, après avoir étudié trois ans pour devenir fonctionnaire dans la justice, a dû renoncer, les concours de recrutement

ayant été suspendus depuis l'an dernier. "*Les gens n'ont pas d'argent, et vont en avoir encore moins*", ajoutait-il en espérant que les manifestations allaient se poursuivre.

Pedro Hernandez, un retraité de 67 ans, expliquait lui être venu "*parce qu'on ne peut pas tolérer ce qu'ils font, toutes ces coupes: les fonctionnaires, les chômeurs, et attendons de voir si les retraités ne sont pas les suivants*".

Après avoir adopté un budget 2012 d'une rigueur sans précédent, comprenant 27,3 milliards d'euros d'économies, le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle cure d'austérité, avec 65 milliards d'euros d'économies prévues d'ici à la fin 2014, associant des rentrées supplémentaires via notamment une hausse de la TVA et des coupes visant les fonctionnaires et les chômeurs.

Depuis l'annonce mercredi, la colère monte contre ce plan qui atteindra directement le pouvoir d'achat des Espagnols et devrait aggraver la récession.

Les grands syndicats du pays, UGT et CCOO, ont appelé à une journée de manifestations le 19 juillet, tandis que les manifestations de fonctionnaires se multiplient dans tout le pays.

Un article du Monde du 16 juillet 2012

G4S : le scandale qui enflamme l'Angleterre avant les Jeux. (18.07)

G4S est la plus importante société de gardiennage privée au monde. Elle emploie 650 000 personnes dans 125 pays. Choisie par le comité international olympique pour assurer le recrutement et la formation d'une partie des agents de sécurité lors des Jeux olympiques de Londres, qui débute le 27 juillet, elle avait passé un contrat avec le Locog (London Organising Committee of the Olympic Games, ou Comité d'organisation des Jeux olympiques de Londres). D'un montant de plus de 360 millions d'euros, ce contrat prévoyait que G4S fournisse 10 400 gardes pour les Jeux olympiques de Londres sur les 23 500 nécessaires au total.

Le samedi 7 juillet, moins de trois semaines avant le début des Jeux, le gouvernement anglais a appris que G4S ne remplirait son contrat et ne fournirait qu'une petite partie des 10 400 gardiens attendus. Nick Buckles, le directeur général de G4S s'est excusé samedi 14 juillet sur la BBC : *"Nous reconnaissons que nous avons sous-estimé la tâche de fournir du personnel pour les JO. Nous le regrettons profondément."*

Le gouvernement anglais a annoncé le 11 juillet que 3 500 soldats seraient sollicités pour faire face à l'incapacité de G4S de fournir suffisamment d'agents de sécurité. Sur les 10 400 gardes prévus au départ, seuls 4 000 seraient aujourd'hui disponibles. Le Guardian annonce le 16 juillet que ce renfort serait insuffisant et que Londres devrait faire appel à des officiers de police anglais pour pallier le manque d'agents de sécurité.

La presse révèle que les quelques gardiens formés par G4S sont incompetents. Le Daily Mail révélait le 11 juillet que, parmi les agents formés par G4S, 3 300 sont des adolescents âgés de 18 à 19 ans. Dans le Times du 14 juillet (lien abonnés) on apprenait que tous les gardes embauchés par la société de gardiennage *"ne parlaient pas anglais"*.

Le président du CIO a pourtant assuré que la sécurité des Jeux n'était pas remise en cause par le scandale G4S. *"La sécurité est primordiale et importante pour tout le monde. Je pense que nous avons montré une bonne flexibilité avec le problème qui est survenu."* L'enjeu est de taille, et l'inquiétude d'autant plus grande que Londres conserve le souvenir de quatre attentats meurtriers survenus le 7 juillet 2005... 24 heures après l'annonce de l'attribution à Londres des Jeux olympiques de 2012.

Le premier ministre anglais, David Cameron, a affirmé : *"Si les groupes ne remplissent pas leurs contrats, ils pourront être poursuivis."* G4S pourrait devoir payer une amende de 10 à 20 millions de livres (13 à 25,5 millions d'euros) pour ne pas avoir rempli son contrat, et devra aussi couvrir le coût du déploiement des 3 500 soldats supplémentaires. En outre, l'entreprise pourrait perdre son principal client dans le pays, qui n'est autre que l'Etat.

Commentaire.

Après le scandale du Libor, de HSBC, celui du G4S, à croire qu'il y a vraiment quelque chose de pourrie au sein du régime britannique. Bon une amende de 10 à 20 millions d'euros sur un contrat de 360 millions d'euros, ce n'est pas la mer à boire, un cadeau pour ainsi dire. Quand on les traite de voyous, de gangsters, est-ce qu'on exagère ou est-ce qu'on est encore en dessous de la réalité ?

Un article du leparisen.fr du 17 juillet 2012

Retourner au smic ou quitter la France : ils doivent choisir. (18.07)

Une entreprise du Plessis-Pâté offre à ses salariés un choix qui n'en est pas un : accepter un poste à l'étranger ou partir en province pour le smic.

« *On se fiche de nous !* » Les salariés de l'entreprise Martek Power installée au Plessis-Pâté n'en reviennent toujours pas. Pour des raisons économiques, ce fabricant d'alimentation électronique et électrique vient de décider de réduire l'activité d'un de ses trois sites de production installés dans l'Hexagone.

Celui situé dans l'Essonne, qui ne représente qu'une goutte d'eau au regard des autres structures, est donc dans le viseur. Sur les vingt employés du Plessis-Pâté, huit se sont donc vu proposer un licenciement ou une solution de reclassement... inattendue : partir travailler à l'étranger ou sur les sites du Rhône et de Loir-et-Cher pour toucher le smic.

« *Nous avons tous plus de quinze ans d'ancienneté, avance une des salariés concernés. Certains d'entre nous pilotent des équipes. Et on nous propose un poste tout en bas de l'échelle, avec une perte de salaire de près de 800 €.* » En réaction, tous les employés de Martek Power ont fait une grève d'une heure la semaine dernière au Plessis-Pâté. Ils ont aussi reçu le soutien de Sylvain Tanguy, le maire (PS) de la commune.

En vain. « *Nous n'avons aucun poids par rapport aux 200 salariés des deux autres sites de production de France* », soupire l'un des meneurs de la fronde. Les syndicats négocient encore avec la direction. Mais les jeux semblent faits. De leur côté, les huit salariés visés ne souhaitent pas profiter du plan de reclassement « *offert* » par la direction. Ils n'ont donc pas répondu « *dans les six jours* » à ce courrier qui leur faisait état des propositions pour devenir ouvrier. Pêle-mêle : cadreur à Montrottier (Rhône) au smic mensuel, régleur décolletage pour le même salaire, mais à Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher). Sinon, plus exotique, les salariés pouvaient cocher au choix les pays dans lesquels ils acceptaient d'être reclassés à l'étranger, cette fois à salaire équivalent : Grèce, Portugal, Italie, Belgique, reste de l'Europe, reste du monde...

« *Ils veulent que l'on soit dehors, en Tunisie ou en Chine, pour début septembre, peste une employée. Nous avons une vie de famille. On ne peut pas accepter ces conditions. Et puis déménager, d'accord, mais pour que nos conjoints se retrouvent sans travail dans une autre région ou un autre pays, à quoi bon?* » De plus, un salarié a appris qu'une prochaine vague de licenciements pourrait toucher les autres sites de production français. « *Je ne vais pas partir à Lyon si dans un an ou deux ils ferment la boutique là-bas aussi* », souligne l'un des plus jeunes employés. « *Ce que l'on espère, c'est que l'entreprise nous considère un peu plus correctement et nous offre un peu mieux que le minimum en termes d'indemnités de licenciement* », soupire une quinquagénaire.

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Inde: des heurts dans une usine Maruti font un mort et de nombreux blessés. (20.07)

Le directeur du personnel d'une usine indienne du constructeur automobile Maruti Suzuki a été brûlé vif et des dizaines de personnes ont été blessées lors de violents heurts entre des ouvriers et des responsables du site, dont la production a été suspendue.

Le corps calciné de ce responsable, Avnish Kumar Dev, a été identifié jeudi après avoir été retrouvé dans la salle de conférence de l'usine de Manesar, à environ 50 km de la capitale, à la suite des heurts qui se sont produits mercredi, a indiqué le groupe.

Dans un communiqué, Maruti Suzuki, détenu à majorité par le groupe japonais Suzuki, a décrit M. Dev comme un responsable "*profondément impliqué dans de cordiales relations industrielles*" et a dénoncé une violence extrême allant au-delà des conflits normaux entre ouvriers et direction.

Selon le groupe, les troubles ont démarré mercredi matin lorsqu'un salarié a violemment frappé un contremaître. Le groupe accuse le syndicat ouvrier d'avoir refusé que des sanctions soient prises et d'avoir empêché les cadres de sortir de l'usine.

Mais selon le syndicat, c'est le contremaître qui a "*maltraité*" un ouvrier qui se plaignait et qui a été remercié.

A l'automne 2011, des ouvriers de cette même usine avaient observé une longue grève après le renvoi d'employés accusés d'avoir saboté des voitures sur les lignes d'assemblage.

Selon Maruti, les ouvriers, munis de barres de fer, ont frappé des responsables "*à la tête, sur les jambes et le dos, provoquant des hémorragies et des pertes de conscience*".

"*La production a été totalement suspendue*", a déclaré à l'AFP un responsable, précisant ne pas savoir quand le site, d'où sortent 550.000 véhicules par an, rouvrirait.

Selon l'un des responsables de Maruti, environ 90 contremaîtres ont été blessés et 50 d'entre eux ont été hospitalisés, notamment pour des fractures et des blessures à la tête. Certains ont été admis en soins intensifs.

Deux cadres japonais ont été blessés et admis dans un établissement privé, a déclaré à l'AFP un autre responsable, sous le couvert de l'anonymat.

"*Tous les employés qualifiés ont dû fuir pour échapper à la foule en colère, certains ont sauté par dessus les murs de l'usine*", a témoigné auprès de journalistes Virendra Prasad, un contremaître souffrant de blessures à la tête.

Selon la police, qui a déployé des centaines de membres des forces de l'ordre sur le site jeudi, où le calme était de retour, au moins 88 ouvriers ont été arrêtés pour des charges allant du meurtre au pillage.

Dans un communiqué, le constructeur a indiqué que les ouvriers avaient mis le feu à des bâtiments, saccagé des bureaux et endommagé les installations. L'usine de Manesar emploie 2.000 personnes. (AFP 19.07)

Voilà monsieur Varin et Peugeot de quelle manière on devrait vous traiter si vous persistez à jeter à la rue 8.000 ouvriers, trois ou quatre fois plus en ajoutant la sous-traitance.

Quand je vous dis que cela ne rigole pas en Inde, que l'on vit une tension permanente dans tous les rapports, que la violence larvée est omniprésente du fait des conditions de travail et d'existence, on en a là la démonstration.

Les ouvriers et leurs syndicats ont mon soutien inconditionnel. C'est trop loin de chez moi pour que je m'y rende, à 1.600 kms de Pondichéry ce qui nécessite de prendre l'avion, etc. et je n'ai personne pour s'occuper de ma maison et mon chien !

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Espagne: une marée humaine crie "Non!" à la rigueur à Madrid. (20.07)

Dans une forêt de drapeaux multicolores, une énorme marée humaine a envahi jeudi soir le centre de Madrid, pour crier "non" au nouveau plan de rigueur du gouvernement espagnol, à la hausse de la TVA, aux coupes budgétaires qui frappent les fonctionnaires et les chômeurs.

"Mains en l'air, c'est un hold-up", hurlait la foule, immobile ou défilant lentement, s'asseyant parfois, mains levées, reprenant le slogan devenu le cri de ralliement des manifestations qui se multiplient depuis l'annonce, le 11 juillet, de ce plan destiné à économiser 65 milliards d'euros.

A Madrid, les manifestants étaient plusieurs centaines de milliers, selon des journalistes sur place. Les syndicats avaient appelé à manifester dans 80 villes, sous le mot d'ordre "Ils veulent ruiner le pays. Il faut l'empêcher".

Car le malaise des Espagnols, déjà soumis à de lourds sacrifices dans un pays en récession, étranglés par un chômage de près de 25%, est monté d'un cran face à ce nouveau tour de vis.

Depuis la semaine dernière, répondant aux mots d'ordre des syndicats ou des "indignés", ou spontanément, alertés par les réseaux sociaux, des Espagnols de tous horizons se rassemblent quotidiennement dans les rues, portant les t-shirts jaunes des fonctionnaires de la Justice, verts de l'Education ou les blouses blanches des infirmières.

Les architectes, sous une banderole "Non à la précarité", les chercheurs, avec une pancarte "moins de science, plus de pauvreté", le monde du spectacle, promenant un mannequin noir pendu avec l'inscription "théâtre public exécuté" étaient au rendez-vous jeudi.

Dans la foule encore, des policiers en chemises noires, des pompiers casqués.

"Ils dévalorisent notre travail, qui est un travail dur. Nous devons descendre dans la rue. Pompiers, balayeurs, infirmiers, pour dire 'assez'", lance, dans la foule de Madrid, Manuel Amaro, un pompier de 38 ans, venu manifester avec trois collègues.

Le syndicat de policiers CEP a lui aussi tiré le signal d'alarme, dans une lettre ouverte adressée mercredi à Mariano Rajoy, assurant que les policiers "ont atteint leurs limites, déçus par un gouvernement qui a asséné un coup mortel à leur économie familiale".

Commentaire.

Un tournant politique est en train de s'opérer en Espagne où les masses commencent à prendre confiance en la gigantesque force qu'elles représentent, à partir du constat que pas un travailleur ou jeune du pays n'est dorénavant épargné par la politique d'austérité du gouvernement. Elles n'en sont pas encore rendues au degré de maturité politique qui se traduirait par la remise en cause du régime, puisqu'elles ne disposent ni d'un niveau d'organisation ni d'une direction politique pour s'engager dans cette perspective.

Exaspérées, ses éléments les plus déterminés pourraient passer outre, ce qui aurait comme avantage de mettre en lumière les faiblesses de leur mobilisation, leur faible niveau d'organisation et l'absence d'une direction politique, comme inconvénient de déclencher une féroce répression qui refroidirait l'ardeur de bon nombre de travailleurs qui n'y sont pas préparés.

Au cours de ce processus qui pourrait déboucher sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire, le prolétariat espagnol pourrait renouer avec sa tradition révolutionnaire et se donner les moyens de réaliser les tâches politiques qu'il n'est pas parvenu à accomplir jusqu'à présent à l'issue de 40 ans de chape de plomb sous le dictature de Franco, qui avait pour objectif notamment de briser sa résistance, de soumettre le mouvement ouvrier et empêcher l'émergence d'une avant-garde renouant avec le marxisme et le socialisme.

L'Etat, les institutions héritées du franquisme, symbolisant la dictature du capital à travers la politique d'austérité adoptée précédemment par le PSOE de Zapatero, puis par le Parti populaire de Roy, doivent être l'obstacle à abattre sur la voie d'un gouvernement ouvrier reposant sur la mobilisation révolutionnaire des masses posant les bases d'une nouvelle société contruite à partir de la réorganisation de la production conformément aux besoins et aspirations de la classe ouvrière et sa jeunesse.

Un article du Réseau Voltaire du 19 juillet 2012

La bataille de Damas a commencé. (20.07)

Damas. Par Thierry Meyssan

Les puissances occidentales et du Golfe ont lancé la plus importante opération de guerre secrète depuis celle des Contras au Nicaragua. La bataille de Damas ne vise pas à renverser le président Bachar el-Assad, mais à fracturer l'Armée syrienne pour mieux assurer la domination d'Israël et des États-Unis au Proche-Orient. Alors que la ville s'apprête à un nouvel assaut des mercenaires étrangers, Thierry Meyssan dresse le point de la situation.

Voici cinq jours que Washington et Paris ont lancé l'opération « *Volcan de Damas et séisme de la Syrie* ». Il ne s'agit pas d'une nouvelle campagne de bombardements aériens, mais d'une opération de guerre secrète, comparable à celle conduite à l'époque Reagan en Amérique centrale.

40 à 60 000 Contras, principalement libyens, sont entrés en quelques jours dans le pays, le plus souvent par la frontière jordanienne. La majorité d'entre eux sont rattachés à l'Armée « *syrienne* » libre, structure paravent des opérations secrète de l'OTAN, placée sous commandement turc. Certains sont affiliés à des groupes de fanatiques, dont Al-Qaida, placés sous commandement du Qatar ou d'une faction de la famille royale saoudienne, les Sudeiris. Au passage, ils ont pris quelques postes frontières, puis ont rejoint la capitale où ils ont semé la confusion en attaquant au hasard les cibles qu'ils trouvaient : groupes de policiers ou de militaires isolés.

Mercredi matin, une explosion a détruit le siège de la Sécurité nationale où se réunissaient quelques membres du Conseil de sécurité nationale. Elle aurait coûté la vie au général Daoud Rajha (ministre de la Défense), au général Assef Chawkat (ministre adjoint) et au général Hassan Turkmani (adjoint du vice-président de la République). Les modalités de l'opération restent incertaines : il pourrait s'agir aussi bien d'un attentat suicide que d'un tir de drone furtif.

Washington espérait que la décapitation partielle de l'appareil militaire conduirait quelques officiers supérieurs à faire défection avec leurs unités, voire à se retourner contre le gouvernement civil. Il n'en a rien été. Le président Bachar el-Assad a immédiatement signé les décrets nommant leurs successeurs et la continuité de l'État a été assurée sans faille.

À Paris, Berlin et Washington, les commanditaires de l'opération se sont livrés au jeu indigne consistant à condamner l'action terroriste tout en réaffirmant leur soutien politique et logistique militaire aux terroristes. Sans honte, ils ont conclu que la responsabilité de ces assassinats ne revenait pas aux coupables, mais aux victimes en ce qu'elles avaient refusé de démissionner sous leur pression et de livrer leur patrie aux appétits occidentaux.

Caracas et Téhéran ont adressé leur condoléances à la Syrie, soulignant que l'attaque a été commanditée et financée et par les puissances occidentales et du Golfe. Moscou a également adressé ses condoléances et affirmé que les sanctions requises au Conseil de sécurité contre la Syrie équivalaient à un soutien politique aux terroristes qui l'attaquent.

Les chaînes de télévision nationales se sont mises à diffuser des clips militaires et des chants patriotiques. Interrompant les programmes, le ministre de l'Information Omran al-Zou'bi a appelé à la mobilisation de tous : le moment n'est plus aux querelles politiques entre gouvernement et opposition, c'est la Nation qui est attaquée. Rappelant l'article de Komsomolskaïa Pravda dans lequel je décrivais l'opération médiatique de démoralisation préparée par les chaînes occidentales et du Golfe [1], il a alerté ses concitoyens sur son déclenchement imminent. Puis, il a démenti l'intox des chaînes du Golfe selon lesquelles une mutinerie aurait éclaté au sein de la 4ème division et des explosions auraient dévasté sa principale caserne.

Les chaînes nationales ont diffusé plusieurs fois par heure des bandes-annonces indiquant comment capter leurs programmes sur Atlantic Bird en cas d'interruption des satellites ArabSat et NileSat.

Au Liban, sayyed Hassan Nasrallah a rappelé la fraternité d'armes qui unit le Hezbollah à la Syrie face à l'expansionnisme sioniste, et a assuré l'Armée syrienne de son soutien.

L'attentat a été le signal de la seconde partie de l'opération. Les commandos infiltrés dans la capitale ont alors attaqué diverses cibles, plus ou moins choisies. Ainsi, un groupe d'une centaine de Contras a attaqué la maison qui jouxte mon appartement au cri d'Allah Akbar !. Un haut responsable militaire y réside. Dix heures de combat ininterrompu ont suivies.

Alors qu'au début de la nuit, l'Armée ripostait avec mesure, l'ordre parvenait un peu plus tard de faire usage de la force sans retenue. Il ne s'agissait plus de lutter contre des terroristes venus déstabiliser la Syrie, mais de faire face à une invasion étrangère qui ne dit pas son nom et de sauver la patrie en danger.

L'aviation est entrée en action pour anéantir les colonnes de mercenaires se dirigeant vers la capitale.

En fin de matinée, le calme revenait progressivement dans l'agglomération. Les Contras et leurs collaborateurs étaient partout obligés de se retirer. La circulation était rétablie sur les grands axes routiers, et des barrages filtrants étaient installés dans le centre ville. La vie reprenait. Cependant, on entend encore des tirs épars ici ou là. La plupart des commerces sont fermés, et il y a de longues files d'attente devant les boulangeries.

Chacun s'attend à ce que l'assaut final soit lancé dans la nuit de jeudi à vendredi et la journée de vendredi. Il ne fait guère de doute que l'Armée syrienne en sortira à nouveau victorieuse car le rapport de force est tout à son avantage, et que cette armée de conscription est soutenue par la population, y compris par l'opposition politique intérieure.

Comme prévu, ArabSat et NileSat ont déconnecté le signal de la télévision Ad-Dounia en milieu d'après-midi. Le compte Twitter d'Ad-Dounia a été piraté par la CIA pour diffuser de faux messages annonçant une retraite de l'Armée syrienne.

Les chaînes du Golfe ont annoncé un effondrement de la monnaie préluant la chute de l'État. Le gouverneur de la Banque centrale, Adib Mayaleh, est intervenu sur la télévision nationale pour démentir cette nouvelle intox et confirmer le taux de change de 68,30 livres syriennes pour un dollar US.

Des renforts ont été déployés aux alentours de la place des Omeyyades pour protéger les studios de la télévision publique qui sont considérés comme une cible prioritaire par tous les ennemis de la liberté. Des studios de remplacement ont été installés dans l'hôtel Rose de Damas où se prélassent les observateurs des Nations Unies. La présence de ceux-ci, qui ont laissé perpétuer l'attaque de la capitale sans interrompre leur farniente, sert de facto de protection pour les journalistes syriens qui tentent d'informer leurs concitoyens au péril de leur vie.

Au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie et la Chine ont opposé pour la troisième fois leur veto à une proposition de résolution occidentale et du Golfe visant à rendre possible une intervention militaire internationale. Leurs représentants ont inlassablement dénoncé la propagande visant à faire passer l'attaque extérieure contre la Syrie comme une révolte réprimée dans le sang.

La bataille de Damas devrait reprendre cette nuit.

[1]« L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication », Réseau Voltaire, 10 juin 2012.

Un article de l'AFP du 20 juillet 2012

Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface. (21.07)

Quand la sécheresse touche les Etats-Unis, c'est toute la planète qui tremble: en un mois, les prix du maïs, du blé et du soja se sont envolés de 30 ou 50%, atteignant ou dépassant leur niveau de 2007-08 et faisant resurgir le spectre d'une crise alimentaire et des émeutes de la faim.

"Alors qu'il y a quelques semaines nous étions optimistes, la situation s'est retournée d'un seul coup et nous sommes maintenant inquiets", reconnaît Abdolreza Abbassian, économiste pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Il y a encore peu, la récolte mondiale de blé était attendue en léger recul mais tous les experts pensaient que ce serait compensé par une production record de maïs. Las, la sécheresse américaine a balayé toutes ces prévisions optimistes.

Depuis le début du mois de juin, les grandes plaines agricoles américaines sont soumises à des températures extrêmes et un sévère manque d'eau, ce qui endommage les cultures notamment de maïs et de soja.

Et les Etats-Unis restent un acteur incontournable dans le monde agricole: ils représentent plus de la moitié des exportations de maïs dans le monde, un quart de celles de blé et un tiers de celles de soja.

"Les stocks mondiaux de céréales disponibles sur le marché sont à leur plus bas niveau historique. Le garde-manger n'est plus aussi rempli", a reconnu Marc Sadler, un expert de la Banque mondiale.

Conséquence: les prix flambent et atteignent des niveaux proches voire supérieurs dans certains cas à ceux de 2008, année où les pays importateurs les plus pauvres avaient été secoués par des émeutes de la faim.

"S'il est trop tôt pour s'inquiéter outre mesure, la Banque mondiale surveille la situation de près pour évaluer les impacts potentiels pour nos clients", a précisé M. Sadler.

Situation désastreuse en Afrique de l'Ouest

Déjà en alerte, les organisations internationales s'accrochent néanmoins à quelques signaux positifs et notamment la situation du riz. Cette céréale dont trois milliards d'humains dépendent devrait enregistrer une production record cette année et les prix ne suivent pas ceux du blé et du maïs.

"Nous allons avoir une saison difficile mais si cela ne se dégrade pas davantage nous devrions éviter la situation de 2008", estime M. Abbassian.

Toutefois, les nouvelles venues des Etats-Unis sont de plus en plus alarmantes: les experts estiment que la canicule pourrait perdurer tout l'été et même jusqu'en octobre, grignotant donc encore un peu le potentiel des cultures et poussant probablement les prix vers des niveaux jamais atteints.

En mars, la FAO estimait déjà que la facture en céréales des pays pauvres importateurs atteindrait un niveau record en 2012. Avec des cours qui explosent et un taux de change défavorable, l'addition risque de devenir réellement insupportable pour ces pays.

"La hausse actuelle des prix est une catastrophe pour les pays d'Afrique de l'Ouest déjà dans une situation désastreuse", explique Malek Triki, porte-parole du programme alimentaire mondial dans cette zone.

En juillet, les prix des céréales ont atteint leur plus haut niveau de l'année, mettant à mal les ménages dont les réserves ont été épuisées depuis longtemps, relate celui-ci.

"Alors que 18 millions de personnes souffrent déjà de la faim dans le Sahel, cette flambée est très alarmante", confirme Clara Jamart d'Oxfam France.

Pour l'ONG, malgré la prise de conscience en 2008 après les émeutes de la faim et les tentatives du G20, rien n'a été réglé. "La situation alimentaire est tellement tendue qu'il suffit de n'importe quel aléa dans un grand pays producteur pour que tout bascule et que tout s'emballe. Nous n'avons pas réglé le problème et, pour ne rien arranger, la spéculation est toujours là".

Un article de lexpansion.com du 20 juillet 2012

Clash à la tête du FMI attaquée pour son "*incompétence*". (21.07)

Embarrassante démission au FMI. Peter Doyle, ancien membre du département européen du FMI chargé de la mise en oeuvre des plans d'aide en Grèce, en Irlande et au Portugal, vient de claquer la porte de l'institution. Dans un courrier daté du 18 juin dernier adressé aux dirigeants, cet économiste influent, qui a passé 20 ans au FMI, estime que l'organisation a trop tardé à avertir des dangers de la crise financière mondiale, et que la gestion actuelle continue de se détériorer.

Dans cette lettre, que CNN s'est procurée, il explique: "*j'ai honte d'avoir été associé au FMI*". Et de dénoncer "*l'incompétence*" du FMI, qui avait identifié les causes de la crise de la zone euro "*de longue date*" et n'a pourtant pas été capable de la prévenir. D'après Peter Doyle, toutes les tentatives du FMI ont été des "*efforts désespérés*", qui n'ont pas permis d'éviter les "*souffrances*" des peuples. Il regrette des failles dans la prévention du risque, l'analyse des effets de la crise et un manque de coordination avec les Européens.

Les directeurs de l'institution en prennent également pour leur grade. Ceux de "*la dernière décennie*" ont tous été "*désastreux*". Christine Lagarde n'échappe pas à la règle: "*ni sa féminité, ni son élan, ni son intégrité n'ont effacé l'illégitimité fondamentale du processus de désignation*". L'économiste semble regretter le fait que le directeur du FMI soit toujours un européen, laissant fermées les portes aux représentants des pays émergents.

Peter Doyle conclut, avec une pointe d'autosatisfaction : "*il y a ici des gens bien. L'un d'entre eux vous quitte. Vous devriez avoir à coeur de conserver les autres*". Cette démission fracassante jette en tous cas le trouble sur la gestion, le rôle et la puissance du FMI, qui pour l'heure n'a pas encore fait de commentaires.

Commentaire d'internaute.

1- "Ce qu'il s'est passé en Tunisie n'est sûrement pas étranger à sa décision. Car l'assemblée constituante a limogé le patron de la banque centrale, M. Nabli (pro- FMI of course), qui était en faveur d'une banque centrale indépendante suivant les indications du FMI. Mais le peuple tunisien veut désormais récupérer son pouvoir de création monétaire. Cela ne s'est pas arrêté là, car ils ont invoqué le principe de "dette odieuse", pour refuser de payer les dettes accumulées par les régimes précédents.

En somme, ils ont mis un gros coup de pied dans la fourmilière et fait un gros bras d'honneur au FMI. M. Doyle a dû être très sensible à cela, comme la plupart des dirigeants du monde entier. La Russie et la Chine ont dû jubiler. Le dessous des cartes commence à devenir bien trop visible, et certains commencent à comprendre que la situation sociale peut devenir ingérable en un rien de temps."

2- "Cela ressemble à un opportuniste qui sent le vent tourner et quitte le navire avant que ce dernier ne coule. Cela n'a jamais été un secret pour personne, le FMI est piloté par Washington, c'est donc de fait une institution qui défend les intérêts américains. Comme l'Europe a été créée par les Américains, invention géniale, le but est d'asseoir l'emprise américaine dans la région et en aucun cas de sauver les pays européen. La crise européenne remonter à 1973, c'est là que la dette a commencé, quand les banques ont obtenu le pouvoir de création monétaire. Un type de son niveau ne l'ignore sûrement pas. Il sait donc qu'imposer l'austérité avec une dette croissante, diminue le pouvoir d'achat et le budget des Etats. En un mot cela appauvrit.

Tout ceci est imposé par Bruxelles et la BCE dans un seul but, acquérir les entreprises et actifs publics à moindre coût, pour ne pas dire pour presque rien. La Grèce en est un exemple poignant. Alors si Doyle se réveille maintenant c'est inquiétant, surtout en tant que patron de la zone."

Un article de lexpansion.com du 20 juillet 2012

Pourquoi les Espagnols se rebiffent. (21.07)

Depuis une semaine, répondant aux mots d'ordre des syndicats ou des "indignés", ou alertés par les réseaux sociaux, des Espagnols de tous horizons se rassemblent quotidiennement dans les rues pour protester contre la politique d'austérité menée par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. Jeudi 19 juillet au soir, des marées humaines ont envahi les grandes villes espagnoles, à l'appel des syndicats sous le mot d'ordre "*Ils veulent ruiner le pays. Il faut l'empêcher*". A Madrid, où plus de 100.000 personnes ont manifesté, il y a eu des heurts avec la police. Les raisons de leur colère.

Une cure de rigueur historique

Le gouvernement espagnol a adopté ce mois-ci un sévère plan de rigueur de 65 milliards d'euros. Ce nouveau tour de vis s'ajoute à un budget 2012 d'une rigueur déjà historique, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies. Depuis 2010, c'est le quatrième plan de rigueur d'ampleur que subit le pays. Ces coupes dans les dépenses s'ajoutent à des réformes structurelles, comme celle visant à rendre plus flexible le marché du travail ou celle de l'administration visant à réduire les effectifs.

Satisfaire Bruxelles et les marchés

Le but de cette cure d'austérité est de réduire le déficit à 6,3% du PIB en 2012, contre 8,9% fin 2011, à 4,5% en 2013 et 3% en 2014. En contrepartie, la zone euro a donné son feu vert au plan d'aide aux banques espagnoles, qui prévoit une enveloppe pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros. Cette aide se fera via une recapitalisation directe par le Fonds de secours européen (FESF). Officiellement, l'Espagne évite donc un plan de sauvetage global de son économie, comme la Grèce ou le Portugal. Mais en réalité, ce sont la Commission européenne et le FMI, qui supervise le plan d'aide aux banques qui ont exigé ce nouveau tour de bis en contrepartie d'un délai supplémentaire d'un an pour réduire le déficit à 3%. Le Fonds avait d'ailleurs formulé ses premières instructions, dont une hausse immédiate de la TVA et la baisse des salaires des fonctionnaires. Malgré ses efforts, le pays reste sous la loupe des marchés: il a dû payer une nouvelle fois vendredi des taux de plus de 7% pour se financer à 10 ans, un seuil jugé insoutenable à long terme.

Les plus modestes frappés de plein fouet

Mariano Rajoy a obéi au FMI. Les fonctionnaires, qui ont déjà vu leur salaire réduit de 5% en 2010, puis gelé, perdent en 2012 leur prime de Noël, l'équivalent d'un mois de salaire. C'est pourquoi ils se mobilisent quotidiennement depuis le 11 juillet, date de l'annonce du plan: tous les midis, à l'heure de la pause-café, ils sortent dans la rue avec des pancartes portant le mot "NO", accompagné d'une paire de ciseaux dessinés, symbole des coupes budgétaires. Le gouvernement a également voté une réforme de l'administration publique qui prévoit une économie de 3,5 milliards d'euros et une réduction de 30% des conseillers locaux.

Les chômeurs, eux aussi, seront frappés, avec une réduction de l'allocation chômage, de 60% à 50% du salaire au bout de six mois. Or l'Espagne détient le triste record d'Europe du chômage le plus élevé: près d'un actif sur quatre est sans emploi. Et ce n'est pas tout. renonçant à ses promesses, Mariano Rajoy a décidé une hausse de la TVA de trois points (de 18 à 21%), qui devrait rapporter 22 milliards d'euros d'ici à 2014. La taxe sur le tabac va également augmenter. D'autres mesures devraient suivre sous peu, dont certainement une forte hausse du prix de l'électricité, à la charge des entreprises du secteur et des consommateurs. Au final, c'est tout le pays qui va trinquer, notamment les ménages qui peinent déjà à joindre les deux bouts.

Un coup de massue pour l'économie

Ce durcissement de l'austérité risque de freiner encore la consommation et aggraver la récession, alors que le gouvernement prévoit un recul du PIB de 1,5% cette année et de 0,5% en 2013. Des professionnels du tourisme aux vendeurs de voitures, en passant par les pêcheurs ou les associations de consommateurs, une avalanche de critiques a accueilli la hausse de la TVA, dans un pays où la consommation est déjà en berne. Ainsi le tourisme, un secteur-clé de l'économie espagnole, qui représente environ 10% du PIB, devrait être parmi les premiers touchés par la hausse du taux réduit de 8% à 10%. Deux associations de

consommateurs, OCU et CEACCOU, ont déjà calculé que la hausse de la TVA à taux plein de 18% à 21% allait induire une augmentation de 415 euros à 600 euros par an des dépenses familiales.

Avec ces mesures, *"il est plus probable que l'Espagne puisse remplir l'objectif de déficit mais ce n'est pas certain"*, affirme Edward Hugh, économiste basé à Barcelone. *"L'impact, c'est un creusement de la récession de l'Espagne cette année"* et probablement un nouveau recul du PIB en 2013. *"Et désormais, je n'écarte pas que cela se prolonge jusqu'en 2014"*, ajoute-t-il, prévoyant une récession de 2% cette année, de 1% en 2013 et de 0,3% en 2014. *"Cet ajustement budgétaire par une dévaluation interne, c'est-à-dire une baisse des salaires, va se révéler extrêmement coûteux en termes d'emplois et d'activité pour le pays"*, prévient Jesus Castillo, économiste chez Natixis. Il table pour sa part sur un recul du PIB de 2,1% cette année et de 1,6% en 2013.

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas. (21.07)

Depuis le sommet européen des 28 et 29 juin, la pression des marchés sur la zone euro s'était un peu relâchée. Cette accalmie aura été de courte durée. Vendredi 19 juillet, les Bourses européennes ont plongé: Paris a clôturé en baisse de 2,14%, Lisbonne aussi, Francfort de 1,90% et Londres de 1,09%. L'euro a glissé sous 1,2150 dollar, à 1,2173 dollar, son plus bas niveau depuis le 14 juin 2010.

La Bourse de Madrid a quant à elle chuté de 5,82%, tandis que le rendement de la dette espagnole à dix ans a atteint un record absolu, à 7,20%, et que la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole plutôt que de la dette allemande a dépassé les 600 points de base pour la première fois depuis la création de l'euro.

Pourtant, Les ministres des finances de la zone euro ont entériné vendredi le principe d'une aide aux banques espagnoles pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, dont 30 milliards pourront être versés dès la fin juillet. Un feu vert salué par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. L'aide proviendra du Fonds de soutien de la zone euro (FESF) puis du Mécanisme de stabilité (MES), appelé à lui succéder rapidement. En contrepartie, les banques espagnoles devront notamment présenter des plans de restructuration et mettre à l'écart leurs actifs douteux dans une structure de défaillance, ou "bad bank".

L'Union bancaire européenne passée sous silence

Ces principales caractéristique du plan d'aide étaient déjà connues. En revanche, le communiqué de l'Eurogroupe ne fait aucune mention à la supervision bancaire annoncée lors du sommet européen de juin, encore moins à une union bancaire, qui permettrait de renflouer les banques européennes sans passer par les Etats. Au contraire même, puisque l'Eurogroupe annonce que l'aide sera versée au Frob, le Fonds espagnol d'aide au secteur bancaire, un organisme public. Il souligne que "*le gouvernement espagnol assumera la totale responsabilité de l'assistance financière*".

"Les réticences de l'Allemagne et de la Finlande sur l'union bancaire semblent avoir pris le dessus, relève avec dépit Jean-François Robin, stratégeste chez Natixis. A lieu d'aller vers plus de solidarité, la zone euro a renationalisé le problème espagnol. C'est un pas en arrière!" De fait, l'aide aux banques va non seulement alourdir la dette publique espagnole, mais aussi son déficit puisque c'est le gouvernement qui va devoir payer les taux d'intérêt des prêts. Selon Madrid, les coûts du financement de la dette espagnole devraient grimper de 9,1 milliards en 2013.

Le même jour, le ministre du Budget espagnol, Cristobal Montoro, a annoncé de nouvelles prévisions économiques très sombres, avec une poursuite de la récession en 2013 (recul du PIB de 0,5% après -1,5% en 2012) et un chômage pire que prévu cette année, à 24,6%. Cerise sur le gâteau: la région de Valence, la première du pays, a annoncé avoir demandé 18 milliards d'euros d'aide à l'Etat, via un nouveau fonds public dédié, admettant souffrir d'un manque de liquidités. La région ploie sous une dette publique de 20,5 milliards d'euros, soit 20% de son PIB, la proportion la plus élevée du pays.

L'Espagne pourrait exploser cet été

Les régions ibériques endettées suscitent de vives inquiétudes sur les marchés. Elles ont été responsables en 2011 des deux tiers du dérapage budgétaire de l'Espagne, qui a cumulé un déficit de 8,9% du PIB en 2011, contre 6% promis. Valence à elle-seule a accumulé en 2011 un déficit de 3,68% du PIB, alors que le gouvernement lui avait imposé de le réduire à 1,3%. Le gouvernement espagnol de droite s'est engagé auprès de Bruxelles à ramener son déficit à 6,3% du PIB cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014.

Pour y parvenir, Madrid a adopté un sévère plan d'austérité de 65 milliards d'euros, associant nouvelles recettes et coupes budgétaires. Ce plan, qui ne fera qu'aggraver la récession puisqu'il rogne le pouvoir d'achat de tous les ménages espagnols, a déclenché un vent de contestation d'une ampleur sans précédent dans le pays depuis le début de la crise en 2008. "*L'Espagne est engluée dans la récession, le gouvernement n'a plus le soutien du peuple, les comptes publics dérapent: les marchés ont vite fait*

d'envisager un scénario à la grecque", explique Jean-François Robin. *"Ils anticipent un plan d'aide globale au pays pour lui éviter la faillite"*.

Après l'Eurogroupe téléphonique de ce vendredi, les ministres des Finances ont prévu de se retrouver début septembre, pour se pencher sur l'aide à la Grèce et sur la situation de Chypre, qui a également sollicité l'aide financière de la zone euro. *"S'ils ne veulent pas que l'Espagne explose cet été, et après elle l'Italie, ils vont devoir annuler leurs vacances et décider rapidement de mesures de solidarité capables d'apaiser les marchés"*, ironise le stratège de Natixis. L'économie espagnole, la quatrième de la zone euro, pèse 12% du PIB européen. L'Europe n'a actuellement pas les moyens de lui venir en aide.

Commentaire d'un internaute.

1- "Et comme si ce malheur du bond record sans précédent des taux espagnols ne pouvait arriver seul, la BCE vient d'annoncer qu'elle refusait à titre provisoire que les banques déposent en garantie des titres de dette (obligations) émis par la Grèce. Cela veut tout simplement dire que la BCE reconnaît officiellement que la Grèce est insolvable ! Donc un membre de la zone euro. Une mesure comparable avait été prise l'an dernier pendant la mise en place du plan de sauvetage, mais il s'agissait d'un abandon "volontaire" sur les créances faites, pour ne pas déclarer le défaut de paiement. La vérité n'a pas tardé à venir.

Entre la démission de l'un des dirigeants du FMI de la zone Europe, les taux record d'emprunt de l'Espagne à 10 ans et l'insolvabilité reconnue de la Grèce par la BCE même, la situation peut désormais exploser à tout moment dans la zone euro ! Que va-t-il se passer dans les prochaines heures. Sûrement qu'un conseil extraordinaire sera tenu, mais l'explosion semble proche."

2- "C'est donc acté la Grèce va officiellement sortir de la zone euro avec ce défaut de paiement. Le tout est de savoir quand et comment. Cela se fera très probablement dans les prochains jours et l'annonce de la démission du M. Privatisation grecque n'est qu'en fait la conséquence de cette sortie de la zone euro.

Sur le comment il y a deux possibilités. Soit la Grèce sort de la zone euro et doit dans ce cas quitter l'UE par l'intermédiaire de l'article 50 du TFUE, soit une solution technique sera mise en place, pour éviter de reconnaître qu'il s'agit bel et bien d'une sortie effective de la zone euro. Cette solution technique serait de suspendre de manière "provisoire" (mais définitive en réalité) la Grèce du système Target 2. Cela signifierait qu'un euro grec apparaîtrait qui n'aurait pas la même valeur que celui des euros de la zone euro. Il s'agit bel et bien d'une sortie. Dans ce cas-là la Grèce serait toujours soumise à la BCE néanmoins, ce qui serait une solution bien pire encore pour le peuple grecque qui n'aura aucune chance de s'en sortir sans retrouver sa banque centrale et son pouvoir régalien de frapper la monnaie."

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

La police grecque met fin à la grève d'une usine sidérurgique. (21.07)

Un tribunal d'Athènes a ordonné la fin de la plus longue grève anti-rigueur, entamée dans le pays il y a neuf mois.

La police grecque a mis fin vendredi à une grève de neuf mois dans l'une des principales usines sidérurgiques du pays, procédant à l'arrestation de neuf personnes sur un piquet de grève, a annoncé l'agence de presse Ana. À la suite d'une décision de justice, la police est intervenue avant l'aube pour ouvrir les portes du site sidérurgique du groupe Hellenic Halyvourgia, situé à Aspropyrgos, à 50 kilomètres à l'ouest d'Athènes, et s'est opposée à des salariés en grève présents sur les lieux.

Le 6 juin, un tribunal d'Athènes a déclaré "*illégal*" la grève des ouvriers de ce groupe, la plus longue grève anti-rigueur dans le pays, entamée il y a neuf mois. Vendredi matin, des salariés désireux de mettre un terme à la grève voulaient entrer sur le site, tandis que des militants du syndicat communiste Pame s'y opposaient. Le blocage du site, accompagné d'échauffourées, a entraîné de gros embouteillages vendredi.

Le principal parti d'opposition grec Syriza (gauche radicale) a condamné l'intervention, de type "*militaire*" selon lui, de la police contre les salariés en grève. Le porte-parole du gouvernement, Simos Kedioglou, a justifié l'intervention policière, décidée au nom du droit au travail, après une demande formulée par "*plus de 100 salariés qui ont demandé à la police à pouvoir bénéficier de ce droit*".

Le parti socialiste Pasok, membre de la coalition gouvernementale, a également publié un communiqué évoquant la protection du droit au travail et du tissu industriel du pays. Ce mouvement social contre des baisses de salaires et mesures de chômage technique, devenu au fil des mois un des symboles de la crise de la dette en Grèce, est soutenu par le syndicat communiste Pame et le parti communiste grec KKE, qui organisaient depuis novembre un mouvement de solidarité à base de repas collectifs, collectes de nourriture et de vêtements, et manifestations pour soutenir les familles des employés.

Dans une autre usine du même groupe à Volos, une ville à 350 kilomètres au nord de la capitale, les ouvriers ont voté, le 15 novembre 2011, contre la poursuite de la grève et ont accepté une réduction de leurs salaires afin de maintenir leurs emplois. Lors de ce vote, ils se sont prononcés en faveur d'un plan de chômage technique sévère prévoyant pour quatre mois un passage de huit à cinq heures de travail par jour et des baisses de salaires de 30 à 40 %. La faute à l'effondrement du secteur de la construction en Grèce qui pénalise l'activité de l'aciérie, selon la direction.

Un article de l'AFP du 21 juillet 2012

Automobile: aux Etats-Unis, le sauvetage s'est fait dans la douleur. (22.07)

Le sauvetage de l'industrie automobile américaine, qui a coûté 85 milliards de dollars de deniers publics et s'est traduit par des dizaines de milliers de licenciements, a traumatisé les Etats-Unis, mais les constructeurs ont aujourd'hui retrouvé leur compétitivité.

Fin 2008, les "Big Three" de Detroit, General Motors, Ford et Chrysler, sont à genoux: écrasés de dettes et plombés notamment par les retraites de leurs ex-employés, leurs voitures ont perdu en qualité face à leurs concurrentes asiatiques moins chères.

Ils ont manqué le virage des voitures économes et lorsque les prix du carburant flambent, la chute des ventes de voitures aux Etats-Unis se précipite, passant de quelque 17 millions par an en 2005 à 10,5 millions seulement en 2009.

Malgré des coupes claires dans leurs effectifs et des fermetures d'usines, à l'automne 2008, GM et Chrysler sont à court de liquidités avec des pertes vertigineuses: 31 milliards de dollars pour GM.

L'administration Bush sur le départ, déjà vertement critiquée pour avoir soutenu les banques à l'origine même de la crise financière, commence à injecter des milliards de dollars chez GM et Chrysler.

En vain car début 2009, aux premières heures de l'administration Obama, la situation a encore empiré.

"Dans des conditions normales il aurait pu y avoir une restructuration avec des capitaux privés. Mais c'était la crise financière, et il n'y avait plus de crédits privés", remarque David Cole, expert du secteur de l'automobile à l'Université du Michigan. *"Le risque, c'était l'effondrement de l'industrie automobile toute entière, qui aurait menacé plusieurs millions d'emplois"* dans l'ensemble du pays, estime-t-il.

Au terme de plusieurs semaines de tractations tendues avec les leaders du secteur, le président Barack Obama fraîchement installé donne son blanc-seing au *"plan de soutien industriel le plus important depuis la deuxième guerre mondiale"*, selon les termes de son ex-conseiller Steve Rattner. Les fonds sont puisés dans les 700 milliards du plan de sauvetage bancaire.

L'une des conditions sine qua non de l'aide de l'Etat, outre une baisse substantielle de la rémunération des employés, est le départ du patron de GM Rick Wagoner et de celui de Chrysler Bob Nardelli.

Chrysler et GM en arrivent ensuite à l'impensable pour ces ex-fleurons industriels américains: au printemps 2009, ils déposent le bilan.

GM se retrouve de facto nationalisé, gagnant le surnom de *"Government Motors"*. Le gouvernement fédéral monte à 61% du capital contre une aide de 60 milliards de dollars et un effacement d'une grande partie de la dette.

Chez Chrysler, le gouvernement prend 8% et le constructeur italien Fiat 20%, avec aux commandes son patron Sergio Marchionne.

Pour doper les ventes, l'administration Obama met également en place une prime à la casse à l'été 2009.

Ford, lui, échappe à la faillite, *"un peu parce qu'il s'est retrouvé à court d'argent plus tôt, quand il pouvait encore lever de l'argent sur les marchés"*, remarque David Cole. A son arrivée à la tête du numéro deux américain en septembre 2006, Alan Mulally avait en effet parié gros en négociant un prêt colossal de 23,6 milliards de dollars, hypothéquant tous les actifs du groupe, y compris son logo bleu et argent.

Depuis, les trois constructeurs ont licencié des dizaines de milliers de personnes (GM emploie 200.000 personnes aujourd'hui contre 327.000 en 2006), en fermant plus d'une dizaine d'usines aux Etats-Unis, et en éliminant de nombreuses marques: Mercury, Taurus, Hummer, Saturn...

Ils ont fortement automatisé leurs usines et investi dans des systèmes électroniques innovants à bord de leurs nouveaux modèles et dans les technologies "vertes". Ils ont aussi misé sur l'internationalisation, GM et Ford partant à l'assaut du marché chinois.

Ils ont renoué avec la rentabilité, mais leur talon d'Achille est aujourd'hui l'Europe, où ils accumulent les pertes.

Commentaire : Suivez le guide ou brisez leur modèle de régression sociale sans fin ?

Un article Le Monde du 23 juillet 2012

L'Union européenne va approuver une importante accélération de la coopération avec Israël. (24.07)

Quel rapport peut-il y avoir entre le 11e Conseil d'association Union européenne-Israël, qui se réunit à Bruxelles, mardi 24 juillet, et l'attentat-suicide anti-israélien qui s'est produit en Bulgarie le 18 juillet ? A priori aucun, mais les autorités israéliennes se sont cependant évertuées ces derniers jours à enjoindre les Européens à les soutenir au moment où l'Etat juif est frappé par le terrorisme... Comment ? En ne revenant pas sur leurs engagements de renforcer de façon significative les domaines de la coopération bilatérale, lesquels ont été pris le 2 mai, lors d'une réunion conjointe à Jérusalem.

En principe leur inquiétude n'est pas fondée : le Conseil d'association, qui se tiendra en marge du Conseil des ministres des affaires étrangères, va entériner une liste de 60 nouvelles "*activités concrètes dans plus de quinze domaines différents*", y compris des liens avec plusieurs agences européennes. Officiellement et juridiquement, cet important renforcement de la coopération avec Israël ne constitue pas ce fameux "*rehaussement*" des relations demandé depuis longtemps par l'Etat juif, mais une simple déclinaison des "*opportunités*" prévues par le Plan d'action entre l'UE et Israël, adopté en 2005.

IMPASSE DU PROCESSUS DE PAIX

En réalité, au-delà des mécanismes communautaires se dessine l'intention d'accroître la coopération politique et technique avec Israël, en dépit de l'absence totale de progrès du processus de paix avec les Palestiniens, interrompu depuis septembre 2010. Les Vingt-Sept vont insister dans leurs conclusions sur la nécessité de mettre en œuvre "*activement et rapidement*" ce catalogue de mesures, et rappeler qu'ils sont prêts à envisager un rehaussement des relations bilatérales lorsque les conditions seront réunies.

Cette démarche très politique avait été gelée après l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza au cours de l'hiver 2008-2009. Le paradoxe est que les ministres européens des affaires étrangères vont souligner dans le même communiqué qu'il est impératif de maintenir la solution de deux Etats (l'un Israélien, l'autre palestinien), dénoncer l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, les expulsions de familles palestiniennes, la démolition de maisons et d'infrastructures à Jérusalem-Est, l'aggravation des conditions de vie de la population palestinienne, et les graves limitations imposées à l'Autorité palestinienne pour favoriser le développement économique des territoires occupés, en particulier dans la zone C (sous contrôle total d'Israël).

La décision des Vingt-Sept est particulièrement significative, dans la mesure où elle intervient après les conclusions adoptées par les ministres européens des affaires étrangères, le 14 mai, qui avaient représentées un net durcissement de la position européenne : l'UE avait alors exprimé sa "*profonde préoccupation devant les développements sur le terrain, qui menacent de rendre la solution à deux Etats impossible*". Ce passage est repris dans le communiqué du 24 juillet, lequel renvoie à une annexe qui dresse la liste des 60 dispositions ayant fait l'objet d'un accord.

49 SECTEURS DE COOPÉRATION

Parmi les 49 secteurs de coopération énumérés, figurent notamment ceux-ci : douanes, marché intérieur, agriculture, mouvement des personnes et sécurité sociale, coopération statistique, tourisme, justice et affaires intérieures, transport (implication du secteur privé, chemin de fer, sécurité routière, etc.), énergie, société de l'information (communications électroniques, Internet et cyber- sécurité), environnement, science et technologie, santé publique, etc.

L'Union européenne et Israël vont, d'autre part, coopérer sur des "*questions horizontales*", c'est-à-dire engager une coopération via différentes agences et entités communautaires : l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, Eurojust (Unité de coopération judiciaire), Europol (Office européen de police), le Collège européen de police, l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'Agence spatiale européenne (ESA), le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

S'agissant de ces nouvelles avancées, les Vingt-Sept soulignent à plusieurs reprises qu'elles "*suivent la structure du Plan d'action*" UE-Israël. Un diplomate européen à Bruxelles très au fait de ce dossier, insiste sur ce point : "*Il ne s'agit que de l'approfondissement de la mise en œuvre du Plan d'action actuel. Politiquement, il y avait un accord, depuis l'année dernière, pour effectuer un travail technique et commencer à réfléchir à d'autres secteurs de coopération, mais ce n'est en aucun cas un rehaussement des relations bilatérales.*"

Dont acte. Il serait cependant douteux que l'Autorité palestinienne, déjà fortement déçue de la pusillanimité européenne face à l'Etat juif, ait une lecture aussi bénigne de ce renforcement de l'association entre Israël et l'UE.

Commentaire d'internaute.

1- "*Il est inhabituel que l'Union Européenne conserve - et a fortiori développe - ses relations avec les États tiers qui ne respectent pas leurs obligations internationales ,voire violent délibérément les principes essentiels du droit international. On serait intéressé de connaître la position de la Commission et du Parlement européen sur ce point. Si ces deux institutions ne réagissent pas à cette décision "diplomatique" du Conseil, le précédent ainsi établi sera redoutable pour l'avenir.*"

2- "*La spoliation des terres et des biens des Palestiniens par un État qui se veut démocratique est une abomination digne d'un pays totalitaire.*"

Un article de l'AFP du 24 juillet 2012

Emploi: le taux d'activité des seniors fait un bond en 2011. (25.07)

Le taux d'activité des 55-64 ans a augmenté de plus de trois points en 2011 pour atteindre 44,4% en moyenne sur l'année, avec 41,5% des personnes en emploi et 2,9% au chômage, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée mardi.

2011 a marqué une "accélération", notamment pour les 60-64 ans, avec une hausse de 3 points, contre 1 point les trois années précédentes. Sous l'effet de la réduction continue des dispositifs de pré-retraites, le taux des 55-59 ans progresse au même rythme que ces dernières années (3 points aussi).

Ce taux calculé selon les normes du Bureau international du travail sur la base des enquêtes emploi de l'Insee n'avait cessé de décroître au milieu des années 90. Il est reparti à la hausse depuis 2001.

L'effet des réformes des retraites

Les réformes successives des retraites (allongement de la durée de cotisation, libéralisation du cumul emploi-retraite, etc.) "ont contribué à favoriser cette progression", note la Dares, qui tient compte dans cette étude des effets démographiques des générations nombreuses d'après-guerre.

En 2011, les seniors hommes étaient toujours plus nombreux sur le marché du travail (47,2%) que les femmes (41,8%).

Si l'on exclut les chômeurs, le taux d'emploi des 55-64 ans progresse autant mais il reste moins élevé en moyenne en 2011 en France que dans l'Union européenne (41,5% contre 47,4% dans l'UE à 27).

Il est désormais légèrement supérieur à la moyenne européenne entre 55 et 59 ans (64% en France, 62,5 dans l'UE), mais encore largement inférieur entre 60 et 64 ans (18,9% en France, 31,4% dans l'UE).

Dans quelques métiers, la proportion de seniors au travail est supérieure à 20%: employés de maison, médecins, cadres de la fonction publique et dirigeants d'entreprises. A l'autre extrémité, la part des seniors dans l'armée ou la police n'excède pas 1%.

A des âges avancés, les taux d'emploi fondent, à 5,2% pour les 65-69 ans et 1,5% pour les 70-74 ans, l'écart se creusant avec la moyenne de l'UE (10,5% et 5,2%).

Le taux de chômage des seniors (nombre de chômeurs ramené à l'ensemble des actifs de la tranche d'âge) est resté stable sur un an, à 6,5% fin 2011, après avoir grimpé de 2,1 points depuis début 2008, comme pour l'ensemble de la population active (+2,2%).

Entre début 2008 et fin 2011, leur nombre a augmenté de 84%, contre 30% pour les chômeurs de moins de 55 ans. Le chômage dure pour les seniors, rappelle la Dares, avec 60% des chômeurs de 55 à 64 ans au chômage depuis plus d'un an.

Un article du point.fr du 25 juillet 2012

Italie : mafia et politique, le pacte scélérat. (26.07)

C'est un procès surréaliste qui se profile en Italie. Parmi les douze personnes dont le parquet de Palerme a demandé mardi l'inculpation figurent en effet Toto Riina, Bernardo Provenzano et Leoluca Bagarella - le gotha des parrains de Cosa Nostra incarcérés depuis les années 90 -, mais également deux anciens ministres, un général des carabinieri, et Marcello Dell'Utri, le plus proche collaborateur de Silvio Berlusconi. Jamais la connivence entre mafia et institutions n'avait été à ce point dénoncée dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Retour aux années 70. Un motus vivendi règne en Sicile. La mafia est protégée par le courant de la démocratie chrétienne qui répond à Giulio Andreotti, 23 fois ministre et 7 fois président du Conseil italien. Certes, un mafieux est parfois arrêté, mais les chefs sont impunis et l'honorable société amasse une fortune colossale. Jusqu'en 1990 où le maxi-procès instruit par le juge Giovanni Falcone décime Cosa Nostra. La mafia s'estime alors trahie et elle le fait savoir en assassinant en mars 1992 Salvo Lima, le plénipotentiaire d'Andreotti en Sicile. C'est à cette époque que - selon le parquet palermitain -, se sentant menacé, le ministre Calogero Mannino tente de négocier un accord avec Cosa Nostra par l'intermédiaire du maire de Palerme, Vito Ciancimino, lui-même homme d'honneur. Le parrain des parrains est alors le Corléonais Toto Riina. Ce dernier a des exigences précises : réforme des lois qui ont permis le maxi-procès et annulation du régime de haute sécurité pour les mafieux incarcérés. Mais Mannino ne peut lui garantir ces prétentions. Rustre et sanguinaire, Riina déclare alors la guerre à l'État italien.

Le 23 mai 1992, Falcone, son épouse et ses gardes du corps sont éliminés par une bombe. Un autre magistrat, Paolo Borsellino, comprend ce qui se trame et l'existence d'une tractation en cours. Il est assassiné à son tour avec son escorte le 19 juillet 1992. Et les attentats se succèdent à Rome, Florence et Milan, provoquant entre 1992 et 1993 la mort de 12 personnes. Un carnage est évité à Rome uniquement parce que le détonateur de la bombe placée un soir de match de foot dans le stade olympique est défectueux. Puis, en automne 1993, les attentats cessent soudainement. Quelques mois plus tard, le ministre de la Justice, Giovanni Conso, abolit le régime de haute sécurité pour 400 délinquants. La mafia a gagné sa sale guerre, l'État italien a capitulé devant les parrains.

Et comme après toutes les guerres, le vainqueur exige des dédommagements. Silvio Berlusconi vient d'être élu. Les magistrats palermitains estiment à 40 millions de fonds propres la somme versée à Cosa Nostra par le Cavaliere par l'intermédiaire de son principal collaborateur, Marcello Dell'Utri. Le prix de la "*pax mafiosa*".

Un article du point.fr du 26 juillet 2012

Les retraités retournent au travail. (27.07)

Estimés à 500 000, de plus en plus de seniors reprennent le chemin du travail, souvent par nécessité.

"*Disponible et organisée*", Nicole, 62 ans, voudrait rempiler comme secrétaire. Gilles, 55 ans, "*courageux et ponctuel*", recherche, lui, des heures de jardinage : les retraités, souvent par nécessité, sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin du travail, rapporte l'AFP. Estimé à 500 000 dans un rapport publié en juillet par l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), le nombre de ces "*retraités actifs*" a plus que doublé entre 2006 et 2011 pour le seul régime général, grim pant de 137 000 à quelque 308 000, révèle la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Pour ces travailleurs qui jouent les prolongations, âgés de 65 ans en moyenne, il s'agit souvent de compléter une retraite insuffisante (1 015 euros par mois en moyenne pour une carrière complète au régime général) par une activité à temps partiel. Les salaires de ces "*retraités actifs*", encouragés en 2009 par un assouplissement des conditions de cumul emploi-retraite, atteignent ainsi entre un quart et un tiers de ce qu'ils touchaient dans la vie active. Quelques centaines d'euros, c'est ce qu'il manque à Monique Nicolas, 69 ans, pour boucler ses fins de mois. "*Si je veux m'en sortir, il faut que je bosse*", résume cette ex-cadre de la fonction publique.

Travail "*au black*"

"*Avec 1 300 euros de retraite, je ne suis pas à plaindre. Mais j'ai perdu mon logement de fonction et, sans aucune aide, entre mes 538 euros de loyer, les charges et ma fille que je dois aider, je ne m'en sors pas*", déplore cette grand-mère dynamique, installée dans l'Essonne. Aide à domicile, garde d'enfants, ménage de nuit dans les entreprises... Depuis sa retraite en 2003, Monique Nicolas n'a jamais cessé de travailler, touchant 300 à 600 euros par mois, notamment grâce au site Seniorsavotreservice, qui recense quelque 50 000 CV de retraités... deux fois plus qu'en 2011.

"*Lancé à 2008 pour mettre en relation particuliers employeurs et retraités, le site a évolué, notamment vers les entreprises, à l'instar de Décathlon, qui recherchent désormais ces profils jugés rassurants pour des postes dans la grande distribution ou le téléconseil*", explique Valérie Gruau, sa fondatrice. Parmi les annonces déposées par ces travailleurs sur le tard, beaucoup aboutiront néanmoins à une mission non déclarée, qui ne sera pas comptabilisée dans les chiffres officiels. Après une carrière éclectique, Henri, 67 ans, propose ses services de bricolage à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis). Il estime ses gains à "*1 500 à 2 000 euros par an, au black*", se faisant "*parfois payer en tomates*".

Implication dans la vie sociale

"*C'est toujours ça de pris*", lance cet homme fantasque, qui dit travailler "*certes pour compléter sa retraite de 1 100 euros, mais aussi pour faire des rencontres*". "*On observe deux tendances : d'un côté, des profils avec des aléas de carrière qui cherchent à retarder une baisse de revenus, de l'autre des retraités avec des niveaux de salaires antérieurs élevés qui ne veulent pas quitter le milieu professionnel*", constate Vincent Poubelle, directeur Statistiques, prospective et recherche à la Cnav.

Michèle Sultana, 65 ans, relève de la deuxième catégorie. À la rentrée prochaine, cette ex-professeur agrégée de philosophie à Orsay (Essonne) officiera dans des organismes privés, "*pour continuer à être impliquée dans la vie sociale et rester en phase avec la génération de (s)on fils*", âgé de 23 ans. Que ce soit par plaisir ou par nécessité, les retraités français restent toutefois moins actifs que leurs voisins européens. En 2011, le taux d'emploi des 65-69 ans atteignait 5,2 %, contre 10 % en Allemagne et 10,5 % en moyenne en Europe.

Commentaire.

Abominable !

J'ai quitté la France la première fois avec l'intention de ne plus y revenir à l'âge de 35 ans (décembre 1990), j'estimais que j'avais déjà trop travaillé pour leur société pourrie que je haïssais, une énième fois je m'étais retrouvé au chômage. J'ai raté mon coup, j'ai dû retourner en France au bout de deux ans et j'ai rempli pendant trois ans comme technicien SAV chez des distributeurs Canon. Puis je suis reparti (16 août 1996) m'installer en Inde fort des enseignements de ma première expérience, bien décidé à réussir mon coup cette fois-ci.

A 21 ans, j'ai trouvé seul la voie du marxisme et du combat pour le socialisme en réaction au sort que le capitalisme et leur société avaient réservé à mes parents et qu'ils m'avaient réservé par la même occasion, puisque j'étais apparemment destiné à suivre le même chemin. C'est contre ce sort épouvantable que je me suis révolté, en voyant mon père se crever au boulot pour un salaire de misère, il était menuisier sur les chantiers, voué à des privations permanentes, je n'envisageais pas de vivre ce cauchemar tout au long de ma vie, de le reproduire.

Mon père, il est déjà mort depuis déjà huit ans, à peine passé 70 ans, usé jusqu'à la corde, ils l'ont tué : bourreaux, assassins ! Au moins, ce n'est pas le capitalisme qui aura eu ma peau, ils auront eu le père, pas le fils ! On vengera un jour tous nos martyrs !

Un article de l'AFP du 27 juillet 2012

Centres d'appels: difficile de résister aux tarifs de l'étranger. (28.07)

Les centres d'appels, objets d'une polémique vendredi suite à la délocalisation d'une plateforme utilisée par l'Ile-de-France, emploient quelque 270.000 personnes dans l'Hexagone dans des conditions souvent précaires, là où la main d'oeuvre off-shore coûte environ moitié prix.

Selon Laurent Uberti, président du syndicat patronal SP2C qui représente 90% des centres d'appels externes, la filière réunit près de 70.000 salariés, auxquels s'ajoutent environ 200.000 salariés au sein des entreprises (télécoms, mais aussi banques, assurances, services publics, agences de voyages, etc.).

Plus de 50% de l'activité des centres d'appels externes (Teleperformance, Webhelp, Acticall, Teletech international, etc.) est dédiée aux seuls opérateurs (France Télécom-Orange, Bouygues, SFR et le nouveau venu Free).

Or, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a demandé à ces derniers de rapatrier cette activité en France, une demande qui s'accorde mal avec la décision, rendue publique vendredi, de la région Ile-de-France d'attribuer un marché à un prestataire au Maroc.

Mais certains acteurs du secteur sont sceptiques quant à la faisabilité d'un tel retour, les délocalisations ayant connu une montée en puissance ces dernières années.

"Il y a dix ans, l'off-shore représentait zéro emploi. Aujourd'hui, c'est 45.000 emplois, répartis en grande majorité entre le Maroc et la Tunisie", a indiqué M. Uberti, précisant que "l'off-shore représente entre 20 et 25% de l'activité".

Des conditions de travail "assez démentes"

Pour Isabelle Lejeune-To (CFDT), ces délocalisations n'avaient pas d'impact sur l'emploi en France mais pour la première fois, il y a un risque qu'elles provoquent "une destruction d'emplois" dans l'Hexagone.

Selon M. Uberti, les difficultés des trois opérateurs historiques ont "des conséquences immédiates sur les sous-traitants". Ces derniers pourraient perdre 5 à 7.000 emplois en 2013, parfois au profit de l'off-shore, où la main d'oeuvre -tout en étant qualifiée et relativement bien payée- coûte moitié moins cher, dit-il.

"Grosso modo, le prix de l'heure pour un salarié d'un centre d'appel est estimé entre 25 et 30 euros en France et entre 12 et 16 euros au Maghreb", explique Frédéric Madelin (SUD-PTT). En Afrique, objet d'une "deuxième vague" de délocalisation avec 5 à 7.000 emplois, essentiellement au Sénégal, il est même évalué entre 7 et 10 euros de l'heure, selon M. Madelin.

Pour M. Uberti, l'idée de rapatrier l'off-shore n'est "pas rationnelle", notamment pour des raisons de politique internationale, mais aussi parce que cela coûterait "entre 850 millions et 1 milliard aux donneurs d'ordre" en surcoût de relation clients.

Pour maintenir l'emploi en France où 80% des coûts sont liés aux salaires, M. Uberti prône une remontée des prix tarifés aux donneurs d'ordres tandis que Frédéric Madelin plaide pour que l'Etat leur impose que deux-tiers des appels soient traités en France.

Pour M. Madelin, "il serait démagogique de dire qu'on peut faire revenir 50.000 emplois en France comme ça. Parce que de toute façon, il n'y a pas la main d'oeuvre qualifiée et encore moins motivée par les conditions de travail et de salaires".

Les conditions de travail dans les centres d'appels sont de fait régulièrement montrées du doigt. Selon M. Madelin, la "durée de vie d'un salarié" sur un tel poste est évaluée à 3,2 années, un signe de conditions "assez démentes".

Environ 90% des salariés des centres d'appels sont en outre payés au Smic, dit-il.

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) s'est intéressé en 2011 à ces salariés, pointant nombre de contraintes (horaires de travail, faible latitude décisionnelle, contrôles de type double-écoute...), ayant des conséquences sur leur santé: fatigue, stress, douleurs chroniques, etc.

Commentaire.

Les conditions de travail sont tellement épouvantables dans ces entreprises, que même des Indiens n'y restent pas plus de quelques mois, rarement au-delà d'un an.

J'en connais plusieurs qui ont travaillé quelques mois dans des "call centers" à Poona près de Mumbai (ex-Bombay), pour des entreprises belges et canadiennes, donc en français, ils étaient bien payés et disposaient d'avantages sociaux, mais ils craignaient "*de perdre la tête*" selon leur dire, à cause des cadences infernales, du bruit, etc., une fois économisé un peu d'argent, ils se sont enfuis en courant de ces entreprises de négriers.

Un article de l'AFP du 27 juillet 2012

Le FESF reste la bouée de sauvetage de la zone euro, si la BCE tarde à agir. (28.07)

La zone euro ne peut compter que sur le Fonds européen de stabilité financière (FESF), un outil anti-crise dont le potentiel n'a pas été entièrement exploité, si la Banque centrale européenne tarde à intervenir pour calmer la tempête sur les marchés.

Face à la flambée de ses taux d'emprunt, l'Espagne va probablement avoir besoin d'une aide financière, sous une forme ou une autre. Le pays doit encore emprunter 50 milliards d'euros d'ici la fin de l'année. Mais avec des taux autour de 7%, la situation n'est guère tenable.

La solution la plus évidente est que la BCE réactive son programme de rachat de dette mis en sommeil depuis la mi-mars.

Face à l'aggravation de la crise, l'institut monétaire s'est précisément engagé jeudi "à prendre toutes les mesures pour préserver l'euro". "Et croyez moi, ce sera suffisant", a promis son président, Mario Draghi.

Le signal est positif mais nul ne sait quand et comment la BCE va intervenir. En attendant, seul le FESF, le fonds de soutien de la zone euro, est disponible pour faire baisser la pression sur les marchés si la situation l'impose.

Avec une capacité de prêts d'un peu plus de 200 milliards d'euros, il n'est pas en mesure d'intervenir massivement en cas de contagion de la crise à l'Italie par exemple, mais il peut contribuer à apaiser les tensions et surtout donner des gages de bonnes volontés à l'institut monétaire de Francfort.

D'après le quotidien Le Monde daté de samedi, le FESF ou son successeur, le Mécanisme européen de stabilité (MES), pourrait acheter des titres de dette lors d'une émission sur le marché primaire, avant que la BCE prenne le relais et intervienne sur le marché secondaire où s'échangent les titres en circulation.

Le champ d'action du FESF

En théorie, le FESF peut aussi acheter de la dette d'Etats en difficulté sur le marché secondaire.

Mais, ces différents mécanismes n'ont jamais été utilisés, car demander l'activation du FESF suppose la signature d'un mémorandum et la mise en place de nouvelles réformes, ce que Madrid s'est encore officiellement refusé à faire vendredi.

Sur le plan pratique, les achats de dette du FESF sur le marché primaire concernent a priori les Etats qui bénéficient déjà d'un programme d'aide. Le Fonds peut alors acheter 50% des obligations mises sur le marché.

Pour l'achat de titres déjà en circulation, le FESF peut intervenir sur demande d'un Etat, et après une analyse de la situation par la BCE.

Une procédure accélérée de deux ou trois jours est toutefois prévue en cas "de circonstances exceptionnelles": la BCE peut alors émettre une alerte auprès de la zone euro, sans attendre un appel à l'aide d'un Etat.

Autre potentialité du FESF: il peut accorder aux Etats des lignes de crédit préventives, comme le FMI, ou prêter de l'argent à des pays pour qu'ils recapitalisent leurs banques, ce qu'il a déjà fait avec la Grèce.

Le FESF a été créé en 2010 pour une durée de trois ans. Il doit cohabiter jusqu'à l'été 2013 avec le MES, appelé à lui succéder définitivement. Problème: l'entrée en vigueur du MES a pris du retard et cet instrument ne devrait pas être opérationnel au mieux avant fin septembre-début octobre.

Afin de multiplier la force de frappe de ce mécanisme, un membre du conseil des gouverneurs de la BCE a remis au goût du jour cette semaine l'idée d'accorder au MES une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'emprunter directement auprès de la BCE.

Un article de l'AFP du 29 juillet 2012

La Chine, "usine du monde" face au défi de la hausse des salaires. (30.07)

La Chine est confrontée à une hausse rapide de ses coûts salariaux qui menace sa compétitivité, mais la productivité augmente rapidement dans "l'usine du monde", qui dispose aussi d'autres atouts pour continuer à attirer les investisseurs, selon les analystes.

Le coût de la main d'oeuvre en Chine sera au niveau de celui des Etats-Unis dans quatre ans, de la zone euro dans cinq ans et du Japon dans sept, a mis en garde la banque Natixis dans une étude parue en juin.

Cette évolution va inciter beaucoup d'entreprises du secteur manufacturier à délocaliser leur production vers d'autres pays d'Asie du Sud-Est et du Sud où la main d'oeuvre est beaucoup moins chère, prédit la banque française.

La tendance pourrait même bénéficier à des pays du pourtour méditerranéen comme l'Egypte ou le Maroc, voire à la Roumanie ou à la Bulgarie, d'après Natixis qui affirme que la Chine "ne sera bientôt plus un endroit compétitif pour produire avec la forte hausse des coûts de production".

"Autour de 2015, la fabrication de beaucoup de produits destinés aux consommateurs américains sera aussi bon marché dans certaines parties des Etats-Unis qu'en Chine", anticipaient de leur côté des chercheurs du Boston Consulting Group (BCG) dans une étude publiée en août 2011.

Déjà, la société Sleenk Audio a rapatrié depuis la Chine en Floride la fabrication de casques haut de gamme, et NCR a ramené de Chine la production de distributeurs de billets dans une usine qui emploiera 870 personnes à Columbus, dans l'Etat américain de Géorgie, à partir de 2014, selon BCG.

Adidas a annoncé la semaine dernière la fermeture de sa dernière usine détenue en propre en Chine, où il possède toutefois encore un réseau de 300 sous-traitants.

Les ouvriers chinois produisant des chaussures de sport sont payés au minimum 2.000 yuans (258 euros). Leurs collègues chez Adidas au Cambodge ne perçoivent eux que l'équivalent de 107 euros, a déclaré la semaine dernière le fabricant allemand.

Malgré le surcoût salarial, les craintes sur une perte de compétitivité de l'industrie en Chine dans son ensemble sont loin d'être partagées par tous les économistes.

"La plus grande part des augmentations de salaire a été compensée par une forte hausse de la productivité" des ouvriers chinois, a déclaré à l'AFP Louis Kuijs, directeur de projet au Fung Global Institute, un organisme de recherche spécialisé sur les économies asiatiques.

La productivité du travail a même augmenté plus vite que les salaires dans le delta de la Rivière des Perles (sud), au coeur de "l'usine du monde", d'après 200 entreprises interrogées au début de l'année par la banque Standard Chartered.

Les salaires des 167 millions d'ouvriers migrants, en général parmi les plus mal payés du pays, ont progressé de 14,9% pour atteindre en moyenne 2.200 yuans (282 euros), a annoncé mi-juillet le gouvernement chinois.

En 2010 et 2011, des hausses parfois très importantes avaient été obtenues suite à des grèves dans des entreprises à capitaux japonais comme Toyota et Honda ou après une vague de suicides chez le géant taïwanais de l'électronique Foxconn.

"Après plusieurs années d'augmentation rapide des salaires, du foncier et d'appréciation du (yuan), la part de la Chine dans les exportations mondiales de produits bas de gamme a commencé à chuter", constate Wang Qinwei, spécialiste de la Chine chez Capital Economics.

"Mais cela a été compensé par une part de marché plus élevée dans les produits haut de gamme", ajoute cet expert.

De plus, "le Guangdong (sud) et les autres provinces côtières ont un énorme avantage par rapport à l'Asie du Sud-Est et à l'Asie du Sud en termes d'efficacité de leur réseau de fournisseurs, d'importance des économies d'échelle et de fiabilité de leur environnement d'affaires", a expliqué à l'AFP Alistair Thornton, économiste chez IHS Global Insight basé à Pékin.

Enfin, les investisseurs qui délaissent une Chine côtière devenue plus onéreuse peuvent se tourner vers l'intérieur du pays, "où les terrains, les salaires et l'énergie sont moins chers", souligne M. Thornton.

Commentaire.

Cet article est très approximatif, trop pour en tirer des conclusions. Entre des salaires inférieurs à 300 euros par mois et des salaires aux alentours de 2.000 euros en France en incluant les cotisations sociales, il reste une marge énorme. J'ai pris 2.000 euros comme référence, c'est sans doute plus en ajoutant tout ce qui est assimilable à la plus-value produite par les travailleurs, par exemple le 1% pris sur le chiffre d'affaires pour le fonctionnement des CE...